Vol. 4 No. 31 • Du 16 au 22 Février 2011

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

SOMMATION CONTRE EDMOND MULET !

Voir page 4



Jean-Henry Céant et Yves Cristallin ont officiellement adressé une requête au Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, ce lundi 14 février, par voie d'huissier, sommant ainsi son représentant en Haïti, Edmond Mulet de cesser son immixtion flagrante dans les affaires politiques du pays

ASSASSINAT D'UN JOURNALISTE À LA CAPITALE !

Voir page 3



Le mercredi 9 Février 2011, aux environs de midi, à l'angle des rues Capois et Romain, des bandits armés ont lâchement assassinés, le journaliste de la radio-Kiskeya, Jean Richard Louis Charles



Mobilisation en faveur de la libération des 4 prisonniers politiques

Page 5



Et si le Président renvoie le CEP !

Page 7



La Révolution dans le système mondial du XXI° Siècle

Page 10



Iran: Le retour de la « révolution verte »?

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Les gendarmes du monde au secours d'Haiti !

Par Berthony Dupont

Peut-on croire que le glas a bel et bien sonné pour tous les dirigeants grotesques qui ont trop longtemps discrédité leur pays jusqu'à conduire leur peuple à la misère ! On aurait pu le penser. Cependant est-ce dans cette même logique que le président Barack Obama, au cours d'une conférence de presse, ce mardi à la Maison Blanche, a laissé échapper « qu'il espère que les Iraniens auront le courage de continuer à protester contre le régime en place ». ? En ce sens, si les Etats-Unis veulent que le peuple iranien se mobilise comme les Tunisiens et les Egyptiens, pourquoi empêchent-ils au peuple haïtien d'exprimer sa volonté politique à travers les rues ? Pourquoi ce qui est bon pour l'Iran ne peut pas l'être pour Haiti ? Vu que des militants politiques sont arrêtés et incarcérés au Pénitencier National, pour avoir participé à une manifestation demandant au président Préval de laisser le pouvoir, tout comme viennent de le faire à la satisfaction des Etats-Unis, Ben Ali de la Tunisie et Hosni Moubarak de l'Egypte.

Les arrestations du 7 février sont-elles un message symbolique lancé au peuple haïtien pour lui dire que depuis le retour de Duvalier les acquis démocratiques sont bannis ?

Il arrive que la réalité dépasse la fiction de la politique des grandes puissances à l'égard d'Haiti. Pour illustrer leur emprise, le porte parole de la Maison Blanche P.J. Crowley a, cette semaine, fait une déclaration fracassante à savoir que le retour d'Aristide serait une «*diversion regrettable pour le peuple haïtien, ce serait mieux qu'Aristide ne rentre pas avant le second tour des élections* ». Mais, en réalité, ce qu'il voulait justement dire, c'est qu'ils craignent plutôt que la présence d'Aristide ne remobilise le peuple contre les forces réactionnaires.

Pour faire chorus avec la thèse américaine, l'ambassadeur allemand à Port-au-Prince exprime ses préoccupations en ce qui a trait à l'éventuel retour de l'ex président Jean Bertrand Aristide. Il dit craindre que son retour ne contribue à déstabiliser le climat électoral. « *Je ne sais pas si le retour de cette personnalité politique est vraiment utile* », il y a là certes, une grave menace !

En vérité, le comportement des puissances étrangères, à propos de cette même question d'élection s'est révélé décevant pour ne pas dire humiliant pour la société haïtienne. Il n'y avait pas eu d'élections et, malgré tout, les puissances impérialistes qui s'érigent en puissances coloniales veulent non seulement nous les faire accepter mais qui pis est, elles nous ont dicté leur résultat. N'est ce pas là un grave dilemme qu'elles cherchent à perpétuer pour justifier leur mise au pas d'un peuple dont le seul tort a été de ne plus accepter que son destin soit entre les mains des vassaux de l'impérialisme.

A ce compte, qu'est ce qui se trame alors avec ces différentes délégations de la Communauté Internationale qui arrivent dans le pays, faisant fi de l'intégrité nationale. Ce combat est celui des peuples exploités comme il est le nôtre et nous le mènerons jusqu'à ce que disparaissent de la scène ces bourreaux internationaux.

Ce n'est pas un soutien internationaliste au vent de liberté et de dignité que traduit la présence du ministre brésilien des Affaires Étrangères, Antonio Patriota en Haïti. Au cours de sa tournée, le chef de la diplomatie brésilienne a rencontré le Président René Préval, le Premier ministre Jean-Max Bellerive, les deux candidats à la présidence sélectionnés par la Communauté internationale Mirlande Manigat et Michel Martelly. Et pour couronner le tout, le sous impérialisme brésilien vient d'octroyer un montant de 300,000 dollars en vue de la réalisation du second tour des élections, tout en prenant soin d'indiquer à leurs valets que cette somme sera gérée, par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Alors qui dit mieux pour prouver leur domination !

C'est dans la même foulée, qu'une mission du club de Madrid soit actuellement en Haïti en vue de renforcer leur diktat et de s'assurer que rien ne change au processus électoral. Cette délégation est composée de l'ancien président du gouvernement espagnol, Felipe González, de l'ex-Premier ministre français, Lionel Jospin, du secrétaire général du Club, Carlos Westendorp et du chilien Juan Gabriel Valdés, ancien chef civil de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah). Cette mission a rencontré les deux candidats à la présidence, des sénateurs et députés élus au soi-disant premier tour et également est prévue une séance de travail avec les deux co-présidents de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), Bill Clinton et Jean Max Bellerive, la représentante spéciale de l'Unesco, Michaëlle Jean et le chef de la Minustah Edmond Mulet pour mieux ajuster leurs armes contre le peuple haïtien.

Il parait donc clairement à la lumière de ce qui précède que les gendarmes du monde prétendant venir au secours du peuple haïtien ne veulent en revanche que nous dépouiller de notre culture, de notre histoire et de notre propre identité. C'est le sens pour eux, de la reconstruction d'Haiti dont ils en parlent.

C'est dire aussi que depuis le coup d'état de 2004, le pays n'appartenait plus aux Haïtiens mais bien aux forces impérialistes ci-devant colonialistes qui ne nous avaient jamais pardonné pour avoir aboli l'esclavage dans le monde.

Baladez-vous bien dans le pays de Dessalines, mais ce jour viendra où vous aurez à rendre compte à ce peuple que vous avez tant exploité et humilié!

Arrestation de 10 compatriotes haïtiens en Rep. Dominicaine

Par Jackson Rateau

Jeudi 10 février 2011 dernier, à l'île de Saona, dans la localité d'Altagracia, en République Dominicaine, 10 compatriotes haïtiens en situation irrégulière, ont été arrêtés par les autorités dominicaines. Selon le porte parole de la marine de guerre dominicaine, le capitaine Manuel Santiago Diaz del Orbe, ces arrestations ont été exécutées au cours d'une opération vérifiant une importation illégale de marchandise dans le pays, sont l'œuvre du détachement de l'armée dominicaine dans la région de Bayahibe.

Les 10 inculpés haïtiens dont 9 hommes et une femme, qui devront être rapatriés en Haïti, ont été remis aux autorités de l'immigration dominicaine.

La ville de Mirebalais, un bourbier

Le projet de pavage de la ville de Mirebalais en « adoquin » constitue un véritable dilemme pour la population de cette ville. L'exécution de ce projet qui est assurée par une compagnie de construction dominicaine du nom de El SADA, a été interrompue pendant plus de six mois, sans aucune explication à la population, alors que toute la ville est fouillée déca delà avec des trous béants et des tranchées à ciel ouvert, ce qui l'a transformée en un véritable bourbier, bloquant la circulation de toute part.

« Mirebalais se trouve dans une situation piteuse, impraticable. La circulation des véhicules et même des humains, est quasiment impossible. Les enfants ne peuvent se rendre à l'école. J'ai envoyé ma fille à l'école sur une moto, l'enfant m'est revenue toute sale, couverte de boue. Nous demandons aux autorités concernées de prendre leur responsabilité. Elles doivent pressurer la compagnie à terminer les travaux », a réagi un riverain de manière frustrée et indignée.

Un journaliste assassiné au centre ville

Le lundi 14 février dernier, une brigade policière appartenue à l'Unité Départementale du Maintien de l'Odre (UDMO) du département des Nippes a présenté à la population de Miragoâne un nommé Peterson Oxilas, un criminel recherché par la police. Peterson Oxilas est un chef de gang qui opère tambour battant dans plusieurs localités du Département des Nippes. Il est accusé être l'auteur de beaucoup de crimes, dont le braquage d'un camion de farine au Morne Préval au cours du mois de décembre 2010.

Fusillade à Hinche, 1 mort, 7 blessés graves

Le dimanche 13 février dernier, dans le cadre des bamboches pré carnavalesques à Hinche dans le haut Plateau Central, la population de la dite région a récolté un triste bilan d'un mort et de sept blessés. Lors du défilé carnavalesque dans la ville, des participants fous de plaisir, ont attaqué à coup de pierres une patrouille policière qui assurait la sécurité de la foule. A cet effet, 8 personnes ont été grièvement blessées par balles, lors d'une rafale d'armes automatiques tirée à bout portant sur la foule par les agents policiers. Une personne est succombée à ses blessures. Les 7 autres blessés ont été transportés d'urgence à l'Hôpital.

Assassinat d'un journaliste à la capitale

Par Yves Pierre-Louis

Le mercredi 9 Février 2011, aux environs de midi, à l'angle des rues Capois et Romain au centre de la capitale, à quelques mètres du Commissariat de Police de Port-au-Prince, des bandits armés ont lâchement assassiné Jean Richard Louis Charles, journaliste de la radio-Kiskeya, une station privée. La nouvelle de l'assassinat de Jean Richard Louis Charles est tombée comme une bombe à Port-au-Prince, 2 jours après la fin du mandat constitutionnel de René Préval.

Etait-ce là un acte de criminalité, de banditisme, d'insécurité ou d'intimidation politique comme celui commis sur des militants politiques, deux jours auparavant soit, le 7 février 2011, au Bureau des Avocats internationaux, sis à Lalue. Advienne que pourra. Qu'il s'est agi d'assassinat planifié ou de persécution politique, la lutte continue pour le changement, pour le respect de la démocratie, la souveraineté nationale et de l'autodétermination du peuple haïtien.

A la rue Capois et à la station de radio Kiskeya, l'émotion régnait alors que le cadavre de Jean Richard Louis Charles âgé de 29 ans gisait par terre. Selon les informations recueillies sur place, il semblerait que la victime venait d'effectuer une transaction dans



Les cadavres du journaliste Jean Richard Louis Charles et de Jean Wilner Duperval un évadé de prison

l'une des succursales d'une banque de la place: un retrait de 40 mille gourdes. L'un des bandits qui lui a longé 2 projectiles répond au nom de Jean Wilner Duperval, un évadé de prison suite au séisme du 12 janvier 2010, il a été par la suite abattu par un policier en civil.

L'assassinat crapuleux de Jean Richard Louis Charles a soulevé des réactions de part et d'autre, en particulier un communiqué de radio-Kiskeya suite à l'assassinat de l'un

Suite à la page (8)

Sommation contre Edmond Mulet !

Par Yves Pierre-Louis

La publication des soi-disant résultats de la mascarade du 28 Novembre 2010, le 3 février dernier, a soulevé des réactions controversées. Certains crient au scandale et d'autres ne cachent pas l'évidence de l'ingérence étrangère des représentants des forces d'occupation de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Edmond Mulet et du représentant des sous-impérialistes de l'Organisation des Etats Américains (OEA), José Miguel Insulza dans les affaires politiques internes du pays. Alors que le président de facto, René Préval tarde toujours à faire publier les dits résultats au Journal officiel, Le Moniteur avant d'appeler le peuple haïtien en ses comices, Edmond Mulet et José Miguel Insulza continuent toujours à exercer des pressions ouvertes sur leur laquais au Conseil Electoral Provisoire (CEP) présidé par Gaillot Dorsinvil.


José Miguel Insulza

Dans la foulée, deux candidats à la présidence : Jean Henry Céant et Yves Cristallin ont simultanément produit deux actions. D'abord par devant la justice haïtienne et une requête contre le porte-parole du CEP, Richardson Dumesle adressée au Secrétaire général des Nations Unies contre Edmond Mulet, le représentant de Ban Ki-Moon en Haïti. Les requérants ont accusé le porte-parole du CEP d'avoir présenté à la presse en particulier et au grand public en général des documents non conformes à la loi électoral de juillet 2008, stipulant : *« Le Directeur général, après avoir reçu du Directeur des opérations électorales les résultats des élections, les transmet au Conseil électoral permanent pour leur affichage dans les BED et les BEC et leur publication à la presse. »*

Après deux invitations du Parquet de Port-au-Prince, Richardson Dumesle a vite échappé à l'exécution d'un mandat d'amener, le jeudi 10 février dernier. Il s'était présenté par devant le commissaire du gouvernement, Arycidas Auguste, accompagné de ses avocats pour répondre aux accusations. Ce lundi 14 février, il était au rendez-vous, à nouveau au Parquet, pour communiquer au chef de la poursuite les documents exigés, mais le commissaire du gouvernement avait brillé par son absence. L'affaire reste à suivre son cours.

Par surcroît, Jean-Henry Céant et Yves Cristallin ont officiellement adressé une requête au Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, ce lundi 14 février, par voie d'huissier, sommant ainsi son représentant en Haïti, Edmond Mulet de cesser son immixtion flagrante dans les affaires politiques d'Haïti, la première République noire. Les assignataires ont toutefois reconnu les privilèges et immunités dont jouit le chef civil des forces d'occupations, Edmond Mulet, et qui sont consacrés tant par la charte des Nations Unies, les Conventions de Vienne du 18 Avril 1961 sur les relations diplomatiques, et celles du 24 avril 1963 sur les relations consulaires ; du 8 Décembre 1969 de New York sur les missions spéciales, du 13 Février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies et l'Accord du 9 Juillet 2004 entre l'ONU et le gouvernement de facto d'alors sur le statut des forces d'occupations, MINUSTAH en Haïti.


Richardson Dumesle

Mais ils se sont entendus pour faire comprendre que l'Immunité diplomatique, en ce qui a trait à Edmond Mulet, est limitée dans sa stricte fonction, elle s'étend sur la politique intérieure, voire des élections qui sont un attribut à la souveraineté nationale, donc réservées strictement aux Haïtiens. *«L'immunité est tributaire de la fonction. Elle protège contre des actes qui feraient obstacle au bon exercice de cette fonction et doit permettre le bon accomplissement des missions. La MINUSTAH et son Chef civil jouissent de l'immunité fonctionnelle (rationae materiae) couvrant des actes de fonction (acta de jure imperi) et non des actes privés (acta de jure gestionis) exécutés dans le cadre des intérêts inavoués. Seules les opérations du premier type bénéficient de l'immunité de juridiction et de l'immunité d'exécution et sont reconnaissables à ce qu'elles s'exercent en application du mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU. Donc, les activités réalisées en dehors des missions assignées par le Conseil de Sécurité ne sauraient être couvertes par une quelconque immunité, car ces privilèges et immunités sont de type fonctionnel du fait qu'ils sont limités aux besoins de l'opération de la MINUSTAH. » lit-on.*

Les requérants ont mis le secrétaire général de l'ONU au courant de différentes pressions exercées sur les autorités haïtiennes par son représentant spécial, Edmond Mulet : *« Les pressions de Monsieur Edmond MULET pour contraindre le Gouvernement et le Conseil Electoral Provisoire à parachuter un candidat au second tour, ses déclarations sur le processus électoral pour fixer la date de la tenue du scrutin, celle des résultats définitifs du second tour en lieu et place du porte-parole ou d'un membre du Conseil Electoral Provisoire, ainsi que celles tenues au quotidien le Nouvelliste paru le 8 février pour exiger le maintien d'une déclaration du Conseil Electoral Provisoire, relative à des prétendus résultats définitifs réalisés en violation des articles 174- 2, 175, 177, 191 de la loi électorale et de l'article 8 des Règlements généraux du Conseil Electoral Provisoire, et ce, malgré le fait que la justice haïtienne soit appelée à statuer sur ces élections, après une saisine régulière.*


Yves Cristallin

Ces comportements, agissements et déclarations du diplomate Edmond MULET, fonctionnaire onusien, votre Représentant Spécial, constituent à la fois une violation de l'article 41-1 et du paragraphe 4-5 de la convention de Vienne du 18 avril 1961, de l'Accord du 9 juillet 2004 et des droits politiques des requérants, candidats à la présidence aux élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2010.» écrit-on.




Les ministres Uruguayens des Affaires étrangères, Luis Almagro (à gauche) et de la défense nationale, Luis Rosadilla

Et enfin, les candidats à la présidence requièrent au Secrétaire général de l'ONU de diligenter une enquête aux fins de déterminer si les agissements, tout au long du processus électoral au cours des années 2010-2011, de son représentant à la tête de la Minustah, Edmond Mulet : *« Et, vu que la présence de votre Représentant Spécial peut faire obstruction à l'enquête, les requérants vous sauraient gré de demander au diplomate mis en cause de faire personnellement un retrait ou de procéder d'office à son remplacement dans l'intérêt de la sauvegarde des instruments juridiques qu'il a violés, lesquels constituent une conquête de l'humanité dans sa marche continue vers la victoire du droit des peuples en général et des citoyens en particulier. » concluent-ils*

De son côté, le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), José Miguel Insulza, lors de la célébration du centième anniversaire de cette organisation, a qualifié d'exceptionnelle la situation expérimentée en Haïti par la communauté internationale. Mais, une expérimentation qui, en tout état de cause, allait être vouée à l'échec. José Miguel Insulza a fait savoir que le processus de démocratisation va bon train dans le continent Américain, excepté, Haïti. A rappeler pour Insulza, que Haïti a déjà organisé de bonnes élections sans la mainmise de son organisation : le 16 décembre 1990 en 1995 et en l'an 2000.

En 2010, l'OEA est venue semer la pagaille dans le processus électoral, déjà très mal enclenché avec l'exclusion du parti majoritaire, pour imposer la volonté de l'Internationale. La majorité des politiciens haïtiens, sans scrupule d'objectivité avec leur manque de patriotisme, ont toujours défendu les intérêts des grandes puissances impérialistes au grand dam du peuple haïtien. Aujourd'hui, ces mêmes puissances impérialistes ont passé outre ces politiciens « restavèk » pour imposer leur propre choix politique au peuple haïtien. Ce qui constitue une gifle pour eux qui réclament la tête d'Edmond Mulet, mais pas le départ de l'ensemble des forces d'une occupation humiliante et dégoûtante.

La carence de nationalisme du côté des politiciens haïtiens est évidente. Devant cette faiblesse générale, il revient aux autres leaders d'Amérique latine de négocier le départ progressif des soldats de l'ONU d' Haiti. En visite dans le pays, le mercredi 9 février dernier, tels les ministres Uruguayens des Affaires étrangères, Luis Almagro et de la défense nationale, Luis Rosadilla qui ont clairement signifié au président de facto, René Préval la position de leur pays sur la situation d'Haïti par rapport à la Minustah. Ils ont fait savoir à René Préval que l'Uruguay est favorable au retrait progressif des casques bleus de l'ONU en Haïti, tout en soulignant qu'il revient aux autorités haïtiennes de renforcer la capacité institutionnelle de l'Etat haïtien.


Jean Henry Céant

Mobilisation en faveur de la libération des 4 prisonniers politiques



Des membres de« Tèt Kole òganizasyon Popilè yo », exigeant la libération de Fritz Gérald Charles, Oxygène David, Jude Jean-Pierre et Maréus Alex.

Le vendredi 11 Février 2011, à Port-au-Prince et à Jacmel, des centaines de militants politiques des organisations populaires revendicatives, ont manifesté avec ferveur pour exiger la libération de 4 de leurs, arrêtés arbitrairement au local du Bureau des Avocats Internationaux (BAI), le lundi 7 février dernier, pour leur conviction et verticalité politiques. Ils ont profité de l'occasion pour réclamer également le départ du régime de facto de René Préval dont le mandat constitutionnel de 5 ans a pris fin depuis le lundi 7 février 2011. Ce lundi 7 février, tout le monde s'attendait à ce que l'ex-président annonce son départ à la tête de l'Etat Haïtien, quand il a préféré envoyer de policiers mal intentionnés pour réprimer des manifestants, procéder à l'arrestation arbitraire de militants politiques jusqu'à leur détention illégale à la prison civile de Port-au-Prince depuis le mardi 8 février.

A Port-au-Prince, un Sit-in a été organisé devant les locaux du Ministère de la justice, surnommé le ministère de l'injustice dirigé par Paul Denis, un ancien membre de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), par l'organisation populaire dénommée « Tèt Kole òganizasyon Popilè yo », pour exiger la libération de 4 prisonniers politiques : Fritz Gérald Charles, Oxygène David, Jude Jean-Pierre et Maréus Alex. Ce sit-in avait trouvé l'appui et la participation de plusieurs autres organisations politiques, notamment Fanmi Lavalas, les 4 plateformes politiques (l'Alternative, Rasanble, Liberasyon et UCADE), d'autres organisations populaires et syndicales et vodouisantes et autres. Pancartes en main, les manifestants réclamaient bruyamment et expressément la libération des 4 prisonniers de conscience. Sur les pancartes on lisait : « *Libere 4 prizonye politik yo. Aba arestasyon gwo ponyèt ! Aba lenjistis ! Aba René Préval ! Aba Paul Denis !*

Durant tout le déroulement de ce sit-in, la Direction départementale de l'Ouest (DDO) avait expédié 3 camions remplis d'agents du corps d'intervention et de maintien de l'ordre (CIMO) pour assurer la sécurité. Deux (2) d'entre eux ont été postés devant les ministères de la Justice et des Finances à la rue Charles Sumner et l'autre patrouillait la zone.

A Jacmel, Sud-Est d'Haïti, à l'appel d'une dizaine d'organisations : Mouvement Alternatif pour la décentralisation et la reconstruction (MARE), Coordination régionale des organisations du Sud-Est (CROSE), Collectif des candidats du Sud-Est, UFSUDH, JAD, KOREKOB, COCCAJ, Fanm Deside, REFOJ, FRONT Sud-Est, MRN et d'autres Organisations socioprofessionnelles une grande manifestation a été organisée à travers les rues de la ville, pour réclamer l'arrestation de René Préval et du sénateur Joseph Lambert, le départ des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah et la libération immédiate des 4 prisonniers politiques incarcérés au Pénitencier national, depuis le 8 février 2011. Ces derniers sont membres de l'organisation populaire : « Tèt Kole òganizasyon Popilè yo », une organisation qui revendique continuellement le départ de René Préval à la tête de l'Etat haïtien parce qu'il n'a cessé d'œuvrer pour la liquidation de la souveraineté nationale, la violation systématique de la Constitution d'Haïti, la violation des droits de l'homme et la pratique institutionnalisée de la corruption. Malgré tout, il a trouvé le support de la communauté internationale pour se maintenir au pouvoir jusqu'à organiser une mascarade électorale le 28 novembre 2010, qui, par la suite a plongé le pays dans une profonde crise politique, facilitant ainsi l'ingérence des étrangers dans les affaires politiques du pays.

Les agissements du président de facto René Préval (à partir de 7 février) et de la dite communauté internationale ont soulevé la colère du peuple haïtien à travers le pays. C'était dans cette optique que plusieurs centaines de manifestants ont investi les rues de Jacmel, le vendredi 11 février dernier pour protester contre le régime de facto de René Préval et de son équipe, l'arrestation arbitraire de 4 militants politiques, de notoriété incontestable : Fritz Gérald Charles, Oxygène David, Jude Jean-Pierre et Maréus Alex, et contre les diktats d'Edmond Mulet et du reste de la communauté internationale.

De plus, les manifestants disaient haut et fort que depuis le 7 février 2011, qu'ils ne reconnaissaient plus René Préval comme président de la République. Rappelons que l'article 134-1 de la constitution haïtienne, stipule : « *La durée du mandat présidentiel est de cinq (5). Cette période commence et se termine le 7 février, suivant la date des élections.* » Et l'article 134-3 complète : « *Le président de la République ne peut bénéficier de prolongation de mandat* ». Donc, depuis le 7 février 2011, René Préval n'est plus président d'Haïti. S'il est toujours au palais, il n'est qu'un président de facto qui ne détenant pas la légitimité et la capacité d'engager le pays. C'est dans cet ordre d'idées, que certains disent qu'il a commencé à exercer des pressions politiques le même jour, avec l'arrestation de 4 militants politiques et l'assassinat d'un journaliste 2 jours plus tard, dans le but d'établir un pouvoir dictatorial dans le pays.

Face à cette situation, les organisations populaires et progressistes doivent continuer la mobilisation enclenchée depuis le mois de mai 2010 afin de débarrasser le pays des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah, du pouvoir de facto de René Préval et son équipe, et de l'ingérence internationale, pour que le peuple haïtien puisse prendre son destin en main pour son propre bien-être.

Exposition des atrocités des Duvalier !



Jean-Claude Duvalier et son avocat Reynold Georges

Par Yves Pierre-Louis

Des organisations de divers horizons politiques, sociale, étudiante, syndicale, populaire, telles : Sek Gramci, Krd Modep, Akp, Ataia, Antèn Ouvriye, Chandel, Cath, Unnoh, Greps, Frakka etc. ont organisé un ensemble d'activités à la Faculté de Sciences Humaines d'expositions de textes, de témoignage des victimes, de conférences-débats, de photos des victimes pour sensibiliser les jeunes sur les atrocités commises par les Duvalier durant 29 ans. Ces activités, qui avaient duré 3 jours, du mercredi 9 au vendredi 11 février, se déroulaient autour des thèmes : « *Un peuple sans mémoire est un peuple sans histoire et résistance du peuple haïtien contre la dictature des Duvalier* ».

L'objectif était de présenter en détail divers crimes perpétrés sous la dictature des Duvalier à travers des photos des martyrs et celles des bourreaux, des prisonniers politiques dans les geôles de Fort-Dimanche, pour mieux informer la jeunesse haïtienne sur ce qui s'était passé réellement durant la tyrannie des Duvalier. Selon les organisateurs de ces activités entre 30.000 à 60.000 milles Haïtiens ont été lâchement assassinés, disparus, torturés par le régime dictatorial, sanguinaire des Duvalier, lors d'une période allant de 1957 à 1986.

Au cours des débats, les participants ont catégoriquement rejeté la thèse de réconciliation qui circulait dans des milieux traditionnels dans le but de blanchir les Duvalier *: « Notre position est claire, nous n'admettons aucune logique de réconciliation. Si le dictateur doit se réconcilier, il devra le faire avec les autres criminels de son acabit, enfermés au Pénitencier national, mais pas avec le peuple haïtien. » a déclaré un participant »*.

A la tête du pays de 1971 à 1986, Jean Claude Duvalier avait sous ses ordres 2 grandes forces constituées de tortionnaires notoires qui ont commis de graves violations des droits humains, des atrocités révoltantes telles : la disparition, l'enlèvement, l'exécution sommaire, tortures, des détentions arbitraires etc. Les violations des droits humains sous le régime des Duvalier faisant partie des attaques généralisées ou systématiques dirigées contre une partie de la population (les opposants et les plus pauvres) pourraient constituer des crimes contre l'humanité selon les organisations de la défense des droits humains.

En visite d'expertise en Haïti, lors d'une conférence de presse en compagnie de deux victimes de la tyrannie duvaliériste : Robert Duval et Claude Rousier, le conseiller juridique de « Human Right Watch » (HRW), Read Brody a plaidé en faveur d'un procès équitable contre l'ex-dictateur haïtien, Jean Claude Duvalier pour crimes contre l'humanité. *« Le procès de Jean Claude Duvalier serait le procès du siècle. La justice haïtienne a un rendez-vous avec l'histoire, mais également avec l'histoire de la justice internationale, il ne faut pas manquer ce rendez-vous. Un procès équitable contre Jean-Claude Duvalier contribuerait à restaurer la confiance du peuple haïtien dans le système judiciaire qui, comme toujours protège les auteurs des pires atrocités. »* a déclaré le conseiller de HRW.

Robert Duval, un ancien prisonnier politique de Fort-Dimanche, pour soutenir la thèse du jugement des Duvalier a pris comme exemple, un ancien président argentin qui venait d'être condamné après 30 ans pour crimes contre l'humanité : « *Les Duvalier ont fini par détruire le pays, nous laissant un pays écrasé qui n'arrive même pas à reprendre une vie normale.* » Quant à Claude Rousier qui a passé plus de 11 ans au camp de concentration (1966-1977), il a rappelé : « *C'était un régime infernal, il n'y a pas de département qui n'ait pas ses propres victimes, pas une commune où l'on ne trouvait pas un lot de victimes, pas une section communale et même un quartier sans son lot de victimes.*»

Jusqu'à date, 18 plaintes ont été légalement déposées par devant le cabinet d'instruction, chargé d'instruire l'affaire du dictateur, Jean-Claude Duvalier, débarqué brusquement à Port-au-Prince, le 16 Janvier dernier. Selon des informations recueillies, parmi ces 18 plaintes reçues, 9 font partie de crimes contre l'humanité. Le juge d'instruction, Carvès Jean a par compte, déjà entendu 4 de ces plaignants dont des anciens prisonniers politiques du régime despotique des Duvalier, mais également des membres de familles qui ont des proches assassinés.

Le mercredi 9 février 2011, Jean Claude Duvalier n'a pas répondu à l'invitation du cabinet d'instruction. Prétextant qu'il était malade, il se faisait représenter par son avocat, Me. Reynold Georges qui avait du mal à faire comprendre la vraie raison d'absence de son client devant le juge d'instruction. Alors que, la veille, il était à Léogâne, où sa défunte mère était originaire.

D'aucuns disent, que Jean Claude Duvalier est en résidence surveillée, comment se fait-il, qu'il se trouvait à Léogâne ? Sur quel ordre, il était à Léogâne ? Et pour faire quoi ? Un inculpé qui était en résidence surveillée ne saurait se déplacer sans l'autorisation de la justice. La question du jugement de Jean-Claude Duvalier est réglée par l'imprescriptibilité des crimes commis sous sa dictature. Ces crimes relèvent d'une atrocité révoltante. En ce qui concerne la disparition par exemple, tant que la personne disparue n'est pas retrouvée, le crime continue. Le jugement de Jean-Claude Duvalier est une obligation de l'Etat haïtien et cela va être la preuve qui démontre que l'Etat fonctionne réellement.

Selon une dépêche d'un agence en ligne, Haïti Press Network (HPN), l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier a quitté sa première résidence à Montagne noire au cours du week-end écoulé pour s'installer dans une nouvelle maison beaucoup plus confortable à Thomassin, toujours dans les hauteurs de Pétion-Ville.

Not pou laprès Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo ap konstate zak ensekirite ak represyon politik pran yon dimansyon ki entolerab, inakseptab nan fen manda René Préval la, 7 Fevriye 2011, ki pa vle kite pouvwa a. Represyon politik ak ensekirite a frape trè fò yon òganizasyon popilè ak yon estasyon radio tout moun konnen nan kapital la, aprè yo te fin frape lapolis nasyonal Dayiti.

Lendi 7 Fevriye 2011 lan, yon kamyon Lapolis imatrikile 1-417, chaje ak polisye, pami yo ; yon polisye idantifye : 05928, te debake nan Biwo Avoka Entènasyonal (BAI) kidnape 5 militan politik: Fritz Gerald Charles, David Oxygene, Jude Jean-Pierre, Mareus Alex ak Jean-Lor Ronald. Komisè gouvènman Arycidas Auguste legalize zak kidnapin sa a, pandan l te libere youn nan militan sa yo, Jean-Lor Ronald, li fèmen 4 lòt yo nan penitansye nasyonal, kòm 4 prizonye politik pou konviksyon ak radikalite yo. 2 jou aprè, Mèkredi 9 Fevriye, bandi ame touye 2 moun nan Ri kapwa, pami yo yon jounalis radio kiskeya, Jean Richard Louis Charles, yo ba li yon bal nan tèt, yo eklate sèvèl li.

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo konsidere aksyon kriminèl sa yo kòm yon seri aksyon planifye ki antre nan kad pèsekisyon politik kont tout sektè k ap goumen kont rejim defakto René Préval la, k ap tabli yon rejim fewòs, aprè l te fin lage peyi a nan yon veritab kriz politik, ki pap janm fini ak yon maskarad elektoral. Zak kriminèl ak pèsekisyon politik sa yo, pa kapab ap banalize kòm fè divè, kòm dè zak banditis izole, kòm yon senp ensekirite.Se yon seri zak dentimidasyon, zak krraponnaj pou fè jounalis yo pè pou pa bay mas pèp la bon jan enfòmasyon, sou magouy k ap fèt pou tabli yon pouvwa diktatoryal nan peyi Dayiti.

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo ap raple pou tout moun, pou jèn yo, pou 2 kandida (Mirlande ak Martelly) Edmond Mulet, Kenneth Merten, Jose Miguel Insulza, sou lobedyans kominote entènasyonal la, te chwazi pou kontinye maskarad elektoral la, se konsa Francois Duvalier te kòmanse nan lane 1960 yo pou te tabli yon pouvwa fachis: pèsekisyon politik, touye jounalis, fè entimidasyon politik pou fè tout militan pè. Jounen Jodi a, se menm estrateji sa yo René Préval chwazi pou l rete sou pouvwa a.

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo denonse epi kondane konplisite ak enjerans total kominote entènasyonal la, nan kriz politik peyi Dayiti ak sipò yo bay rejim defakto René Préval, k ap prepare l pou l kenbe pouvwa a ou byen pase mayèt la bay yon lòt prezidan fantom, popetwèl, ki pap genyen okenn pouvwa ak lejitimite. L ap tounen yon senp ekzekitan kominote entènasyonal la, pandan l pral kontinye likide souverènte peyi Dayiti, lage bout tè papa Desalin lan bay gwo peyi enperyalis yo kouwè: Etazini, Lafrans, Kanada elatriye

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo fè konnen sitiyasyon sa a paka kontinye konsa, se nan san s sa a li lanse yon apèl bay tout sektè nan peyi a, ki kwè nan chanjman, nan respè souverènte nasyonal la, ann kontinye mobilize kont pèsekisyon politik ak zak asasinay sou jounalis yo, kont enjerans ak enpinite, pou n fòse lajistis jije diktatè Jean-Claude Duvalier, ki aranje l ak avoka l pou al bay lajistis manti, lè l fè konnen li malad, e poutan li te fèk sòti Leyogan, nan peyi manman l.

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo mande tout moun pote kole nan tout mobilizasyon k ap fèt kont pèsekisyon politik ak kò asasinay sou jounalis. Ayè se te Jean-Richard Louis Charles, demen se kilès ? 7 Fevriye 2011 se te Fritz Gérald Charles, David Oxygène, Jude Jean-Pierre e Maréus Alex nan jou k ap vini se kilès ? Se poutèt sa **Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo** pap pran presyon, entimidasyon, ak kraponnay, l ap kontinye mobilizasyon a pou ekzije liberasyon 4 prizonye politik sa a prese prese, ak depa René Préval nan tèt peyi a.

Yves Pierre-Louis
Fednel Monchéry

Pòtoprens, 11 Fevriye 2011

Majistra vil Jakmèl la, Edwin Zenny pèdi machin li

Machin majistra vil Jakmèl la, Edwin Zenny, boule rapyetè. Zak sa rive nan yon lokalite ki rele Lamadou ki tou pre lokal ponpye vil la.

Majistra a panse se patizan INITE ki boule machin li an poutèt li te deklare l ap sipòte kandida Michel Martelly: « Michel Martelly se zanmi danfans mwen, mwen dwe l tout sipò. Depi yo fin pibliye rezilta eleksyon 28 novanm 2010 yo, patizan INITE yo ap sal figi, y ap ekri kont mwen sou tout mi»Majistra a di yo met kontinye mete dife nan tout sa li posede paske li pap pran nan zak entimidasyon.


Majistra vil Jakmèl la, Edwin Zenny

Edwin Zenny se yon senatè eli sou labanyè INITE nan eleksyon 28 novanm 2010 ki sot pase a.

Mirlande Manigat te rankontre prezidan dominiken an Lionel Fernandez

Nan jounen lendi 14 fevriye 2010 la, Madan Mirlande Manigat, kandida pou prezidan peyi Dayiti, te fè yon janbe nan Sendomeng pou rankontre prezidan Lionel Fernandez. Anbasadè dominiken an Rubén Silié ak minis afè etranjè a Carlos Morales Troncoso te patisipe nan reyinyon sa.

Aprè rankont sa ki te dire yon inèdtan konsa, Mirlande Manigat rekonèt kondisyon pou eleksyon prezidan ayisyen an 20 mas k ap vini la pa nòmal men pwoblèm yo ap gen pou rezoud.


Mirlande Manigat ak prezidan dominiken an Lionel Fernandez

Kanaval nan Jakmèl: yon moun mouri, plizyè lòt blese

Nan 6zyèm dimanch anvan kanaval nan Jakmèl, te gen anpil kout wòch ak boutèy ki t ap voye, kout zam t ap tire. Yon jèn gason 26zan, Jimmy Charles te pran yon bal nan tèt e malgre dilijans yo te fè pou mennen l lopital li te rive pèdi lavi l. Plizyè lòt moun blese grav nan menm sikonstans sa a.

Moun ki te nan kanaval la te fache anpil e yo te bay lapolis responsab zak sa yo. Polisye yo te bije tire anlè pou chape poul yo.

Jean Rony Philippe demisyone nan BED Sidès la

Vis prezidan Biwo Elektoral Depatman Sidès la, mesye Jean Rony Philippe bay demisyon l. Li repwoche manm KEP yo poutèt yo pat prezante l senpati yo lè kay li te pran dife nan lannwit 8 pou rive 9 janvye 2011 la nan Belans. Li di li pè pou yo pa boule kay li ankò apre rezilta eleksyon ki gen pou fèt nan mwa mas la.

Et si le Président renvoie le CEP !

Par Catherine Charlemagne

Il ne fait aucun doute, même pour les deux finalistes, qu'ils ont obtenu leur qualification pour cette finale de ce championnat d'amateurs que grâce à l'effet des princes d'ici et d'ailleurs qui gouvernent ce singulier petit pays. L'ex-patron silencieux du CNE, candidat haï et décrié par tous, aurait pu être à la place de l'un ou l'autre de ces finalistes, si les princes l'avaient décidé. Dieu merci, ils ne l'ont pas fait estimant, sans doute, que cela ne servirait à rien. Car son visage étant peut-être trop abîmé pour ce contexte. Et puis, de toutes les façons, entre la peste et le choléra, il fallait bien faire un choix.

Aujourd'hui, nos princes, des deux cotés des rives de la mer des Caraïbes, tentent difficilement de relancer ce match de troisième catégorie qui intéresse très peu de spectateurs. D'ailleurs, les deux finalistes eux-mêmes ne savent plus s'ils doivent s'affronter sous les autorités du même corps arbitral. Un corps arbitral dont la division entre ses membres fait craindre le pire pour la suite de la compétition. Sur les neufs arbitres que comptait cette équipe, il n'en restait que huit, puisque, depuis longtemps, l'un d'entre eux, avait été exclu pour cause de corruption. D'ailleurs, ces huit ne sont pas parvenus à se mettre d'accord pour signer le procès verbal des résultats finaux du premier tour qui donnent la victoire à un autre finaliste.

Du coup, il n'y a que quatre qui ont paraphé le parchemin, ce qui pose un problème pour la publication de ce match incertain au journal officiel *Le Moniteur*. Alors, cette équipe ira-t-elle jusqu'au bout de la compétition finale comme annoncée ? C'est la grande interrogation du moment. Ce d'autant plus que l'un des deux finalistes de cet extraordinaire tour de passe-passe commence à poser ses conditions si l'on veut qu'il s'en aille jusqu'au bout de la mascarade du 28 novembre dernier.

Les deux principales revendications du désormais second adoubé pour faire face à celle qui a toujours fait l'unanimité concernant sa place sur le terrain depuis le début, c'est : (1) La révocation de la bande des quatre qui a refusé catégoriquement



Comme on le voit, le plus simple aurait été de tout ramener à zéro, c'est-à-dire, le renvoi de tout le Conseil Electoral Provisoire

de cautionner le résultat dans lequel le candidat du pouvoir a été rétrogradé de la deuxième à la troisième place. Il semble que, d'après certains proches de ce groupe, rien ni personne ne leur fera changer d'avis. Or, pour qu'il y ait publication officielle selon les lois en vigueurs, la signature de tous les membres ou de la majorité de cet organisme d'État est nécessaire. Ce qui, dans le contexte actuel, est loin d'être acquis.

Sauf s'il y a de très longues négociations et de pots de vin à l'arrivée. En tout cas, pour le candidat de *Repons peyizan*, il lui faut la tête de ces conseillers récalcitrants avant qu'il accepte de se jeter dans la bataille, sinon il lâchera peut-être ses partisans une nouvelle fois dans les rues. Il faut tout de même reconnaître que, sur un plan général au vu de ce qui se passe depuis le début du processus, ce candidat peut craindre vraiment pour la suite des événements avec un Conseil Electoral Provisoire totalement discrédité et soumis à toutes les dictats des princes qui nous gouvernent.

En fait, même son adversaire du *Rassemblement des démocrates nationaux et progressistes* (RDNP) a intérêt de le soutenir dans cette démarche dans la mesure où aucun candidat n'est à l'abri d'un coup fourré de la part de ces gens qui semblent perdre tous leurs repères en tant que citoyens, faisant face au marasme actuel. La demande du candidat de *Repons peyizan* est donc légitime, sauf que, cela nous paraît totalement irréaliste à un mois du scrutin. La meilleure décision à prendre, c'est l'annulation ou l'arrêt pur et simple de l'ensemble du processus comme le demandent en chœur tous les candidats et la grande majorité de la population depuis le 28 novembre 2010. (2) Autre grande revendication de celui qui croit de plus en plus en ses chances : est le remaniement gouvernemental. Rien que cela. De plus en plus confiant en sa popularité, ce candidat croit qu'il est déjà au pouvoir.

En réclamant la tête des principaux ministres du gouvernement, une équipe elle aussi discréditée et inféodée à la personne du chef de l'État, ce candidat n'a vraiment pas froid aux yeux. Cette demande est naturellement symbolique. Jamais le président de la République n'obtempérerait à l'injonction de ce candidat. D'ailleurs, en demandant publiquement le limogeage des ministres clés du gouvernement, le candidat de *Repons peyizan* vient de les renforcer au sein du pouvoir. Car, en les limogeant aujourd'hui, la présidence paraîtrait affaiblie et donnerait l'impression qu'elle exécute les ordres d'un candidat dont on sait qu'il est loin d'être le préféré du pouvoir.

Paul Denis, le ministre de la justice, ami de longue date du président, celui qui a trahi tous ses camarades et collègues de l'OPL pour rejoindre son ami dans le plan macabre qu'il montait afin de se perpétuer au pouvoir, ne sera pas une victime de plus du chef de l'État.

Suite à la page (16)

Quand il s'agit d'Haïti, devrait-on faire le deuil du mot créole un devoir patriotique?

Par Prophète G. Joseph

Nos concitoyens haïtiens ont pris l'habitude d'utiliser le mot créole en lieu et place du mot haïtien sans prêter attention au tort que cela peut causer à la pérennité de notre existence de peuple. Le mot créole a été inventé par les colonisateurs pour parler des attributions coloniales. Tout ce qui est créole appartient à une colonie.

Ainsi, on peut donner trois sens au mot créole. **Sens 1** : Blanc d'origine européenne, né dans une colonie. **Sens 2** : Langue parlée dans une colonie. À ce chapitre, les chercheurs regroupent quatre types de créoles : 1) Le créole à base lexicale anglaise que l'on retrouve dans les colonies ou anciennes colonies britanniques. 2) Le créole à base lexicale portugaise que l'on rencontre dans les colonies ou anciennes colonies portugaises. 3) Le créole à base lexicale espagnole que l'on rencontre dans les colonies ou anciennes colonies espagnoles. 4) Le créole à base lexicale essentiellement gréco-latine que l'on retrouve dans les colonies ou anciennes colonies françaises telles que la Martinique, la Guadeloupe, etc. **Sens 3** du mot créole: Langue en formation, langue qui n'a pas d'alphabet officiel.

Ces définitions correspondent surtout au statut de la Guadeloupe et de la Martinique pour ne citer que ces deux territoires français. Dans le cas d'Haïti, elles ne servent qu'à cacher à la face du monde son identité nationale et son statut de République. C'est pour cela qu'il convient de faire immédiatement le deuil du mot créole dans nos communications haïtiennes. Car le créole est utilisé consciemment ou inconsciemment pour assassiner l'haïtien. Il sert à masquer le mot haïtien qui évoque l'existence de notre peuple et ses créations.

Dorénavant, quand il s'agit d'Haïti, ne dites plus cours de créole, fusil créole, rap créole, langue créole, restaurant créole, conte créole, littérature créole, communication créole, femme créole, créolophone, créolophonie, créoliste, etc. Dites plutôt, cours d'haïtien ou cours de langue haïtienne, fusil haïtien, rap haïtien, langue haïtienne, restaurant haïtien, conte haïtien, littérature haïtienne, communication haïtienne, femme haïtienne, haïtianophone, haïtianophonie, haïtianiste, etc. Le mot créole n'évoque pas l'origine nationale de l'objet dont on parle. À chaque fois on fait l'usage du mot créole en lieu et place de l'haïtien, on contribue volontairement ou involontairement à la disparition du mot haïtien et ses attributions.

D'après Alain Rey, linguiste et auteur du Petit Robert, toutes les langues passent une étape appelée créole. Mais, lorsque le pays où une langue est parlée par une majorité de citoyens et de citoyennes décide d'adopter un alphabet officiel pour fixer le statut et l'appartenance nationale de cette langue, cette dernière change d'appellation CRÉOLE pour porter le nom de la nationalité du pays qui lui a donné l'alphabet officiel. C'est pour cela, qu'on parle le vietnamien au Vietnam, le cambodgien au Cambodge, l'italien en Italie, le français en France, l'allemand en Allemagne, l'haïtien en Haïti, etc. La langue parlée en Haïti, s'appelle l'Haïtien depuis le 28 septembre 1979, date à laquelle le Parlement de la République adopta l'alphabet officiel de la langue haïtienne dans le cadre de la réforme de l'école fondamentale qui a été mise en place par le Décret-loi du 30 mars 1982. Ce Décret-loi stipule à l'article 29 que l'haïtien est la langue enseignée et la langue d'enseignement tout au long de l'école fondamentale. L'Article 5 de la Constitution de 1987, signale que l'haïtien est la seule langue qui unit tous les habitants d'Haïti. L'haïtien et le français sont deux langues officielles de la République d'Haïti.

Curieusement, dans le Décret-loi de 1982 et dans l'article 5 de la Constitution de 1987, c'est le mot créole que l'on a utilisé à la place de l'haïtien pour la simple et bonne raison suivante. Les législateurs et les constitutionnalistes haïtiens n'avaient pas fait appel aux spécialistes en aménagement de politique linguistique qui traitent la question du statut des langues. Toutefois, chaque citoyen, chaque citoyenne d'Haïti doit se faire un devoir patriotique en apportant cette correction dans ses conversations et à l'intérieur de tous les textes de loi du pays, car le mot créole sert à assassiner l'haïtien qui rappelle l'existence, les créations et le statut réel de notre peuple.

Prophète G. Joseph, linguiste et professeur.

L'Egypte, un mouvement « qui perd, gagne »

Par Joël Léon

« Il n'y a qu'un secret pour mener le monde, c'est d'être fort, parce qu'il n'y a dans la force ni erreur, ni illusion ; c'est le vrai, mis à nu »
(Napoléon Bonaparte)

Les événements qui secouent l'Egypte, après que les Tunisiens aient forcé l'ancien homme fort de la Tunisie à l'abandon du pouvoir, me rappellent étrangement l'année 1986. Tout de suite après l'exit du tyran Jean-Claude Duvalier vers la France le 7 février 1986, les Philippines, le 25 février 1986, se défirent rapidement de la famille de Ferdinand Marcos qui monopolisait tous les droits dans ce pays.

Il y a eu ensuite au début du 21e siècle dans les anciens satellites socialistes les « révolutions colorées ». La Serbie, soit le 5 octobre 2000, a vu naître un mouvement « révolutionnaire » qui a mis Slobodan Milosevic au tapis, jusqu'à son humiliation devant les tribunaux de la Haye. Il est mort en taule fidele à ses convictions. La Géorgie a connu sa phase de « révolution des roses » le 23 novembre 2003, faisant voler la tête du président Edouard Chevardnadze. L'Ukraine a fait l'expérience de la « révolution orange » en 2004 qui a conduit hors du pouvoir le président Viktor Lanoukovitch. Le 24 Mars 2005, le Kirghizstan a eu sa « révolution des tulipes » qui emporta Askar Akaiev. Beaucoup de « révolutions », mais dupées par l'occident.

D'après de nombreux analystes, pour la plupart dans le secret des dieux, toutes ces « révolutions » furent l'œuvre de la CIA, c'est-à-dire le gouvernement américain, aidé dans la tâche par l'organisation de George Soros, son « *Open Society Foundation* » et la « National Endowment for Democracy » (voir les « révolutions colorées » en Europe et Gnbiste en Haïti, deux faces d'une même médaille). L'objectif fut de mettre fin aux dernières reliques de la guerre-froide qui prévalaient encore dans les anciens états de l'Europe de l'est. D'autant plus que ces pays étaient encore dirigés par des hommes politiques issus de l'ancienne nomenklatura proche des soviétiques, ou tout simplement le dernier carré des dirigeants têtus qui refusèrent de fredonner le chant de la sirène impériale et qu'il fallait abattre. Qu'en est-il des « révolutions des jeunes de Facebook » qui font rage au début de l'année 2011 ?

Le 14 janvier 2011, les tunisiens poussèrent dehors le raïs Zine El Abiden Ben Ali, après 32 ans de pouvoir sans partage, qui maintenant réfléchit en Arabie Saoudite, tout en jouissant de son énorme fortune amassée au détriment du peuple Tunisien. Les jeunes, inquiets de l'incertitude de l'avenir, participent massivement aux protestations contre le dictateur afin d'inaugurer une ère nouvelle favorable à la création d'emplois, du pluralisme idéologique et politique, tout ceci sous le label de la liberté d'expression. La technologie a été, des sa création, au service de la politique, mais c'est la première fois que de façon consciente les jeunes s'identifient au gourou du network social mondial de la communication de masses, Facebook.

L'Egypte, l'état le plus peuplé du monde arabe avec ces 80 millions d'âmes, est frappé par cette même grippe mortelle pour les raïs. Insurrection populaire. Hosni Moubarak, l'héritier spirituel d'Anwar El Sadat, se trouve confronté aux « jeunes de Facebook » qui, à l'instar de ceux de la Tunisie et de tous les autres états tourmentés du monde, exigent de leurs dirigeants de jouir des mêmes chances et possibilités dont sont bénéficiaires les élites nationales.

Contrairement aux révolutions colorées du début du siècle, le cas Egyptien est singulier. Du point de vue stratégique, l'Egypte, après l'Israël, constitue l'élément clé de l'ossature de contrôle occidental au Moyen-Orient. Condoleezza Rice, ancienne ministre des affaires étrangères des Etats-Unis d'Amérique déclarait en 2006, en plein bombardement du sud Liban par Israël que, « *Le nouveau Moyen-Orient est entrain de prendre naissance* ». Cette déclaration reflétait la stratégie militaro-politique, d'ailleurs toujours en cours, qui consistait à utiliser le concept « démocratie » comme nouvel outil de domination dans le monde. En ce sens, le continent Africain et le Moyen-Orient sont spécifiquement visés, parce qu'ils présentent des signes de non-alignement au « Project for the new American Century ». Donc, les événements qui secouent le monde Arabe d'aujourd'hui sont le reflet d'une certaine pensée politique semée au début du siècle par l'ancienne administration américaine de George Bush, sous la houlette de Paul Wolfowitz, Donald Rumsfeld, William Kristol…Tout ceci dans l'intérêt exclusif de l'empire américain et de ses alliés. Pour certains, les néoconservateurs avaient raison.

Beaucoup de penseurs progressiste tirent déjà des slaves d'ovation en faveur du mouvement anti-raïs comme libérateur, ils pourront être profondément déçus. Le mouvement peut renforcer l'emprise de la réaction dans le monde de façon camouflée sous la bannière du libéralisme. Toutefois, un monde sans des Néandertaliens comme Ben Ali, Hosni Moubarak et autres est en soi un pas en avant contre la criminalité d'Etat. Et, le mouvement peut être libérateur, cela dépendra de la capacité du leadership qui accompagne le peuple à tenir haut l'étendard mobilisateur. L'enjeu dans le cas Egyptien est extrêmement sensible en vertu de son rôle de précurseur dans le processus de paix au Proche-Orient et sa proximité géographique avec l'Israël. Donc, Washington doit s'assurer que la transition restera dans la lignée de Moubarak sans Moubarak. Les forces religieuses et politiques telles les « frères musulmans » et autres, qualifiés d'extrémistes, sont plus que jamais dans la ligne de mire des occidentaux. Si publiquement, les chrétiens et les musulmans ne se prononcent pas pour la destruction de l'un et de l'autre, ils le souhaitent tous en privé. Tout renforcement de l'arsenal occidental au Moyen-Orient va produire un effet que tout le monde redoute, c'est-à-dire une radicalisation sans frontière de toutes les sensibilités islamiques contre les infidèles. L'occident le sait, c'est pourquoi il manie avec délicatesse la question Egyptienne qui

Suite à la page (15)

Suite de la page (3)

de ses membres. Les responsables de cette station exigent que toute la lumière soit faite sur ce crime odieux de sorte que l'enquête ne se poursuive pas éternellement, jusqu'à ce que l'affaire soit enterrée définitivement. *« C'est avec consternation et une profonde tristesse que toute l'équipe de Radio Kiskeya a appris le meurtre perpétré ce mercredi 9 février, à la rue Capois, sur la personne de l'un des fils de la station, le journaliste-reporter et présentateur, Jean-Richard Louis Charles. Cette brutale et tragique disparition d'un jeune plein de promesses comme Jean Richard Louis Charles constitue un véritable désastre pour la station, pour la presse et pour le pays »*, lit-on dans cette note.

D'autre part, plusieurs autres secteurs confondus ont élevé leurs voix pour condamner l'assassinat de Jean Richard Louis Charles et exhorter les autorités policières et judiciaires à diligenter l'enquête afin que les auteurs intellectuels et matériels de ce crime soient arrêtés, jugés et condamnés conformément à la loi. L'impunité cesserait alors de régner dans le pays. Selon Reporter Sans Frontière (RSF), c'est le premier journaliste tué cette année en Amérique et ceci en Haïti sous le régime de facto de René Préval qui voulait à tout prix s'accrocher au pouvoir au mépris de la constitution du pays.

Dans une note de presse, l'organisation populaire, dénommée « Tèt Kole ògnizasyon Popilè yo » a dit constater que les actes d'insécurité et de répression politique ont pris une dimension intolérable, inacceptable à la fin du mandat de René Préval, le 7 février 2011. La répression politique et l'insécurité galopante ont frappé tous les secteurs vitaux du pays opposés à la prolongation inconstitutionnelle du mandat de René Préval, tels : la presse, les organisations populaires de la société civile majoritaire, le commerce.

Donc les actes criminels ne peuvent être classés dans la rubrique de faits divers et d'actes de banditisme isolés, comme on voudrait le faire croire. Ce sont des actes d'intimidation pour faire taire tous les secteurs opposés au régime de facto de René Préval. Outre, l'assassinat du journaliste Jean Richard Louis Charles, 4 prisonniers politiques : Fritz Gérald Charles, Oxygène David, Jude Jean-Pierre et Maréus Alex ont été incarcérés au pénitencier national depuis le mardi 8 février 2011 pour leur conviction politique par le régime de facto de René Préval. Le peuple haïtien exige justice pour Jean Richard Louis Charles et la libération immédiate de ces 4 prisonniers politiques.

Haiti's Failed Reconstruction Comes Under Fire in Canada

Sharp critique of relief effort voiced by Michaëlle Jean on earthquake anniversary

By Roger Annis

The first anniversary of Haiti's devastating earthquake was marked in Canada by widespread media disclosures concerning the failure of the international relief effort. Reports showed that considerable barriers exist to delivering the aid and reconstruction so desperately needed one year later.

Many Canadians continue to act in solidarity with the victims of the tragedy. But while the Canadian government promises much, it has delivered little. It staunchly defends an earthquake relief effort that many aid workers, human rights agencies and other observers consider to be deeply flawed. Meanwhile, Canada continues to intervene destructively in Haiti's internal political affairs.

More promises than aid

Ottawa has spent only a fraction of the funds it claims to be spending in Haiti. It says it will have spent "one billion dollars" in Haiti from 2006 to 2012, a figure cited by the media as well. The true amounts are far less.[1]

• In the two months following the January 12 earthquake, Canada gave some $150 million to UN agencies and NGOs for emergency relief.

• At the International Donors' Conference Towards a New Future for Haiti held in New York City on March 31, Canada pledged $325 million to Haiti for 2010/11 and $75 million for 2012 and beyond. $113 million was promised for "recovery and development" for 2010, including $34 million in debt relief. Debt relief was paid; less than half of the remaining amount was disbursed.

• In a July 12 press release, Minister of International Cooperation Beverley Oda cited only two projects that Canada had funded to that date—the pre-donor conference $150 million humanitarian expenditure and the $34 million debt relief. $ 7 million was donated to international health agencies for cholera treatment following the outbreak of the epidemic in October.

• The two largest non-police spending items by Canada are $19 million to the World Food Program and $19 million to construct a hospital in Gonaïves. The hospital has been promised for many years and still sits as an empty field outside of Gonaïves, with a sign over it announcing a "future" hospital to be funded by Canada.

These spending promises overlap with Canada's pre-earthquake, $555 million aid budget for the years 2006-2011; much of them are simply the pre-existing budget dressed up in new clothes.

The government says its priority in Haiti is the funding of "security," meaning training and equipping police and building prisons. Since the earthquake, Canada has announced spending in this area of at least $58 million. This includes the construction of a training academy and a new national headquarters for the Haitian National Police.

Leaving aside the dubious claim that backing a repressive and dysfunctional police and judicial system in Haiti constitutes "earthquake relief," even this priority spending has not been fulfilled. According to a Jan. 20 report in the Montreal daily *La Presse*, three of the six "security" projects announced by the government in 2010 have now been cancelled or postponed.

On Jan. 11, Minister Oda announced several new expenditures totaling $93 million, including "*a project to provide free, basic health services to three million people, the rebuilding of Haiti's midwifery school, new maternity beds and a pediatric ward.*" Details of these projects are typically sparse; only time and dogged research into inadequate information sources will tell which of them is realized.

Backing repression and electoral fraud

By far the most significant response to the Haiti earthquake by the Canadian government was the rapid dispatch of 2,000 soldiers and sailors in the days following. They performed rudimentary assistance in the regions of Léogâne and Jacmel and were withdrawn a scant six weeks later, their declared mission of assuring "security" in post-earthquake Haiti deemed to be accomplished.[2]

Providing "security" in Haiti is foreign power doublespeak for preventing a return to the policies of social justice that guided Haiti's last sovereign and freely elected government, headed by President Jean-Bertrand Aristide, from 2000 to 2004. That government was overthrown by a foreign military intervention in which Canada took part.

The fraudulent election of Nov. 28, 2010 shows that the same interventionist policies behind the 2004 coup d'état are still very present in Haiti. The election, which U.S. attorney and Legal Director of the Center for Constitutional Rights Bill Quigley recently termed a "*puppet show,*" was crafted for the express purpose of selecting a president and legislature beholden to U.S. and other international capitalist interests. Only 22% of the Haitian people voted; the country's most popular political party, the Fanmi Lavalas of exiled president Aristide, was formally banned from participation.

The Organization of American States, backed by U.S. Secretary of State Hillary Clinton, then ordered the Haitian government to proceed to a second round (now scheduled for Mar. 20) in which the declared second place finisher in the presidential race would be replaced by the third place finisher. They made clear that Haiti would pay a steep price if it refused to comply with this dictate.

In an emergency debate on the election held in the Canadian Parliament on December 13, all parties expressed support for taking the fraudulent vote to a second-round runoff.

Canadian immigration rejects almost half of Haitian applicants

Immediately after the earthquake, demands poured into the Canadian government from the Haitian community and other interested parties to fast-track permanent or temporary residency of victims of the earthquake with family members in Canada. A special immigration program was established for this purpose; it closed on Aug. 31.

The *Ottawa Citizen* reported Feb. 10 that 49% of the 4,800 permanent residency applications have been rejected. In contrast, the overall rate of approval for permanent residency applications to Canada in 2009-10 was 81%.



Among the sharpest critics of the international aid effort in Haiti has been Canada's Haitian-born former governor general, Michaëlle Jean, who is now UNESCO's Special Envoy to Haiti.

In another area of the special program — temporary visas — the number granted to Haitians actually declined following the earthquake — from 4,400 in 2009 to 3,100 in 2010.

Another reunification program fared much better. Operation Stork successfully speeded up the adoption of Haitian orphans by prospective parents in Canada. Most of those parents are not of Haitian origin.

Marjorie Villefranche of the Maison d'Haïti community center in Montreal told the *Citizen* that rejection rates for Haitians are high because federal officials make few concessions to the situation in Haiti.

"*They have been acting as if there had been no earthquake at all. … There has been a real lack of humanity*" in the way the program has been administered, she charges.

La Presse reported November 4 that the government of Quebec had received 8,354 family reunification applications. Of those, 2,400 were accepted and passed on to Ottawa for final approval. Only 18 had been accepted by the time of publication.

Former governor general speaks out

Among the sharpest critics of the international aid effort in Haiti has been Canada's Haitian-born former governor general, Michaëlle Jean. Last November, Jean was appointed UNESCO's Special Envoy to Haiti.

"*As time passes, what began as a natural disaster is becoming a disgraceful reflection on the international community,*" Jean wrote in an open letter dated Jan. 11, co-authored with Irina Bokova, Director General of UNESCO.

"*Official commitments have not been honored. Only a minuscule portion of what was promised has been paid out. The Haitian people feel abandoned and disheartened by the slowness in which the rebuilding is taking place.*"

The letter was published in major newspapers, including Canada's *Globe and Mail.*

Jean travelled to Haiti on Jan. 12 and called for an abrupt shift in policy. Her concerns were widely aired by television and news reports in Canada during her visit to Haiti. She told CTV's Tom Walters: "*It's time that the money that was promised, all those means, they have to start to deliver, deliver changes, and make sure the population is included.*"

Michaëlle Jean's critical views are echoed by many others in a position to know. Robert Fox, executive director of Oxfam Canada, says extensive rebuilding of Haiti should have started by now. He says government and international agencies are moving too slowly and getting bogged down in bureaucracy. Reconstruction, he wrote in the Jan. 12 *Ottawa Citizen*, "*has yet to begin.*"

Fox's colleagues in Oxfam U.S. produced a highly critical report of earthquake relief on the one-year anniversary.[3]

"The international response to the cholera outbreak in Haiti has also drawn much criticism," the report says. *"In late December, Unni Karunakara, president of the International Council of Doctors Without Borders, said 'The inadequate cholera response in Haiti … makes for a damning indictment of an international aid system whose architecture has been carefully shaped over the past 15 years.'"*

A better year ahead?

Most United Nations officials and many corporate NGOs are offering quite a different view of their work. Nigel Fisher, the United Nations humanitarian spokesperson in Haiti, told CBC radio on Jan. 12 that aid and reconstruction is going as well as can be expected. "*I've been here for most of the year, now, and I have seen change — debris removed, children back in school,*" he said. "*We had a goal of building 30,000 transitional shelters last year and we've exceeded that target... Much of the resources last year were focused on humanitarian relief. The development resources have come on tap slower.*"

Asked for his expectations in 2011, Fisher said, "*We need a better year.*" Referring to the electoral crisis, he added, "*We need political stability. What keeps us worried is how long this current crisis will go on.*"

Fisher and his colleagues in the MINUSTAH military occupation regime in Haiti backed the fraudulent election staged Nov. 28, ignoring widespread calls to cancel the vote and start anew at a later date.

A similarly positive spin was presented by the president and CEO of Save The Children Canada, David Morley. "*I think the effort at relief worked well,*" he told listeners to the CBC's *Cross Country Checkup* Jan. 16. He said the camps of internally displaced Haitians are "*in good condition.*"

"*All of the camps I have visited... have health care, the beginning of school and there is water.*"

This assessment flies in the face of reports by journalists and other Haitian and foreign observers. They report harsh conditions in most camps. Sanitation, potable water, schools for children and job prospects are in short supply. Haitian and international police have proven unable or unwilling to protect women residents of the camps from sexual violence.

Notwithstanding its claim to be "*non-political*" in its work, the Canadian Red Cross is another of the agencies arguing that the world is doing the best it can in Haiti. It is the largest recipient of donations from individual Canadians as well as Canadian government "matching" funds, some $200 million in total. Red Cross societies around the world have spent less than 25% of the $1.2 billion they received.[4]

Why this indifference to the urgency of the Haitian crisis? Without doubt it reflects a cynical view in Ottawa, Washington and allied capitals that the desires and interests of Haiti's people — as expressed, for example, in the popular demand for the return from exile of former president, Jean-Bertrand Aristide — can be safely ignored. But they are running the very gamble they just lost in Egypt, a country of great strategic importance to them: the misguided idea that a people driven to desperate conditions will not find a way to assert their rights and their dignity.

[1]Figures on Canadian aid to Haiti are drawn from two sources: the UN Office of the Special Envoy on Haiti, and various announcements by the Canadian government and its Canadian International Development Agency.

[2]See "Exaggerated Claims: Assessing the Canadian Military's Haiti Earthquake Response."

[3]http://www.oxfamamerica.org/publications/haiti-progress-report-2010

[4]UN Office of the Special Envoy on Haiti, "Overall Financing: Key Facts," December 2010.

LA RÉVOLUT[...] SYSTÈME MON[...] SIÈC[...]

Par Leyde E. Rodríguez Hernández

Dans une Réflexion intéressante intitulée « Le sort de Moubarak est jeté », Fidel Castro Ruz, le leader de la Révolution Cubaine, livre une analyse selon laquelle le monde se trouve confronté, et pour la première fois, à trois problèmes: la crise climatique, la crise alimentaire, et la crise politique. Mais dans une Réflexion antérieure, en référence à « La grave crise alimentaire », il se demandait: « Les Etats-Unis pourront-ils arrêter la vague révolutionnaire qui secoue le Tiers Monde? »

En toute raison, dans ces conditions globales de crise climatique, crise alimentaire et crise politique, les Etats-Unis n'auraient pas beaucoup de possibilités et de capacités pour résister ou arrêter une vague révolutionnaire qui secoue en permanence le Tiers Monde. Ses armes nucléaires puissantes, ses satellites, et son pouvoir sur les médias se révèleraient impuissants et inutilisables, face à la ferveur révolutionnaire des peuples, indépendamment de la couleur de leurs révolutions et du contenu de leurs revendications.

Au début du XXI° Siècle, il en coûtera beaucoup d'efforts aux Etats-Unis pour contenir l'effondrement de leur empire, qui cause, en sa condition de première puissance impérialiste, des guerres catastrophiques pour l'humanité et, évidemment, des trois problèmes essentiels énoncés par Fidel dans sa Réflexion.

Devant la poussée d'une situation révolutionnaire mondiale face à la crise globale du capitalisme, la Révolution et son impact dans la transformation des Relations Internationales revêtent une importance vitale pour les peuples. On s'attend à ce que les nouveaux processus révolutionnaires qui surgissent au XXI° Siècle contribuent à un changement radical dans les Relations Internationales actuelles, toujours sous le contrôle d'une poignée de puissants, autoproclamés « Communauté Internationale » aux fins de maintenir en échec les pays du Sud, que ce soit par le contrôle du capital, le Conseil de Sécurité de l'ONU, le pouvoir des médias, ou le pouvoir militaire.

D'où l'importance d'étudier la Révolution dans son aspect théorico-conceptuel et ce qu'elle signifie pour la transformation - aujourd'hui plus que jamais - des Relations Internationales. Le concept de Révolution a été abordé de manière relativement systématique par la théorie sociale et il existe différentes acceptions du terme, selon les diverses interprétations idéologiques, élitistes et historiques.

Depuis l'Antiquité les théoriciens de la politique se sont intéressés aux problèmes relatifs au changement cyclique de pouvoir, aux efforts individuels et collectifs pour abattre un gouvernement par la violence, ainsi qu'à la compréhension des raisons morales et économiques de la Révolution. En général, ils attribuent les sentiments révolutionnaires qui apparaissent dans un Etat à une discordance entre les désirs du peuple et sa situation concrète, divergence qui donne lieu à un désaccord affirmé concernant les fondements sur lesquelles cette société devrait s'organiser et fonctionner.

La théorie politique contemporaine s'est penchée sur la distinction entre les révolutions authentiques et d'autres phénomènes qui ont été appelés souvent du même nom, par exemple:

- le coup d'état de caractère militaire ou appuyé par les militaires,
- la prolongation illégale du mandant d'un leader ou d'un président et autres prises de pouvoir relativement soudaines par des petits groupes d'individus des strates élevées,
- diverses formes de révoltes populaires, paysannes, urbaines, religieuses
- et jusqu'aux processus de déstabilisation ou de rupture politique connus dans leurs formes diverses: étatiques, régionaux, coloniaux, ethniques ou religieux. Alors qu'aucun de ces phénomènes n'a une relation nécessaire obligatoire et directe avec un véritable changement révolutionnaire de la société.

Au XX° siècle, le point de vue des théoriciens bourgeois de la politique internationale est d'analyser la Révolution comme une forme de conflit violent dans les Relations Internationales. L'école de la « real politic » a souligné que les révolutions font partie de la dynamique conflictuelle des états et de l'inévitable lutte pour le pouvoir des principaux protagonistes de la politique internationale.


Fidel Castro Ruz, le leader de la Révolution Cubaine



Selon la conception à l'évidence réaliste de Mark N. Hagopian la Révolution se définit comme une crise prolongée dans un ou plus des systèmes traditionnels de stratification (classe, condition sociale, pouvoir) d'une communauté politique, crise qui implique une action délibérée et dirigée par une élite pour abolir ou reconstruire un ou plus des dits systèmes au moyen d'une intensification du pouvoir et du recours à la violence. [1]

Dans la même ligne de pensée, pour Crane Brinton et d'autres théoriciens antérieurs à le seconde guerre mondiale, les révolutions ont lieu quand la brèche entre la répartition du pouvoir politique et la répartition du pouvoir social dans une société devient insupportable.

Dans des circonstances de ce genre les classes sociales qui faisaient l'expérience de quelques bénéfices du progrès souhaitent se développer d'une manière plus rapide qu'au moyen des possibilités concédées par le système et, dès lors, elles se sentent frustrées, paralysées. Le mécontentement concernant la répartition des succès économiques, du prestige social et du pouvoir politique s'étendent. Les valeurs traditionnelles sont ouvertement remises en question et un nouveau mythe social défie l'ancien. Les intellectuels deviennent étrangers à la vie politique et petit à petit passent des critiques nouvelles au retrait de la loyauté à l'égard du système politique. Ceux qui gouvernent commencent à perdre confiance en eux-mêmes et en leur capacité à gouverner et à résoudre les problèmes sociaux. Les anciennes élites deviennent trop rigides pour entraîner les nouvelles derrière elles et accélèrent la polarisation.

La Révolution se produit aussi quand il y a une contradiction profonde entre ceux qui veulent un changement rapide et ceux qui sont opposés à ce changement. Selon Crane Brinton, le point de rupture est atteint quand les instruments de contrôle social chutent, spécialement l'armée, la police, en faisant alliance avec les éléments mécontents ou quand le gouvernement démontre son inaptitude à utiliser ces instruments de contrôle social. [2]

Pour leur part, les points de vues libéraux ou institutionnalistes perçoivent aussi dans les révolutions des faits de nature violente qui perturbent l'évolution progressive, ordonnée, de la société. Ces notions, orientées par les théories du fonctionnalisme, ont trouvé leur apogée dans l'oeuvre du sociologue Américain Talcott Persons, qui a souligné la nécessité du consensus et de l'équilibre dans la société, observant dans le conflit quelque chose de très anormal qui vient précisément rompre l'ordre social. Parsons s'intéressait plus à l'ordre social qu'au changement social, à la stabilité sociale plus qu'à la dynamique des processus, parce que, pour son école le conflit a pour conséquences des perturbations et des dysfonctionnements de la société.

En Europe, un autre versant de ce courant, qui tente de concilier l'étude de l'équilibre et du consensus social avec celle du conflit, a eu une influence marquante de par l'oeuvre des sociologues Max Weber, Ralf Dahrendorf et Emile Durkheim. En dépit de ses contributions théoriques reconnues concernant le comportement collectif, les croyances de la société, le leadership politique et les processus d'intégration, la pensée fonctionnaliste ne se caractérise pas par son caractère révolutionnaire, mais par ses buts pragmatiques et dirigés vers la solution des problèmes immédiats de la société, pour parvenir à préserver l'ordre social capitaliste.

D'une manière ou d'une autre la majorité des sociologues influencés par les idées de Karl Marx ont considéré que le conflit pouvait servir des buts sociaux positifs ou progressistes. Le conflit violent (révolutionnaire) a été classé comme un moyen utile pour la résolution de désaccords à l'intérieur d'une société ou entre les états-nations sur la scène internationale. C'est ainsi que de nombreux politologues de notre temps tiennent le conflit pour une catégorie explicative centrale dans l'analyse du changement social ou de sa progression, à partir d'une théorie complète de la société dans ses aspects de continuité et de changement qui fait de l'analyse des conditionnements de classe et des conditionnements économiques les fondements de toute contradiction sociale et du conflit révolutionnaire mondial.

Cette conception scientifique fondamentale de la Révolution est exposée dans l'oeuvre de Marx, Engels et Lénine. Un des prémisses fondamentaux du marxisme a été que l'accentuation des contradictions du capitalisme crée les conditions de la Révolution qui aura à l'abattre et à ouvrir la voie à une société plus juste et solidaire, si l'on tient compte de la proposition contenue dans « Le Manifeste du Parti Communiste de Marx et Engels » [3]

A travers l'analyse de la situation des Relations Internationales au milieu du XIX° siècle, Marx et Engels ont diagnostiqué que la Révolution serait propulsée par le prolétariat des pays industrialisés et, des années plus tard, Engels a prévu comment le développement de l'Europe Occidentale avait oeuvré contre la lutte violente et en faveur de l'action parlementaire pour la classe ouvrière. Plus tard, Lénine a conduit le parti Bolchévique à rompre « *le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste* » dans l'idée que ce serait une contribution à la révolution mondiale, laquelle aurait son centre en Allemagne, selon la logique de la pensée de Marx. [4]

Les révolutions sociales sont déterminées par les lois objectives du développement social et, en même temps ont leur origine dans les contradictions économiques, sociales, politiques internes au système capitaliste. Lénine était convaincu que « *les révolutions ne se font pas sur commande, on ne peut pas les faire coïncider avec tel ou tel moment, mais elles mûrissent dans le processus de développement de l'Histoire et éclatent à un moment déterminé par des facteurs internes et externes* ». [5]

C'est ainsi que l'interprétation léniniste des Révolutions nous montre que, depuis le XIX° siècle et jusqu'à maintenant, la philosophie de Marx constitue une théorie générale valide pour étudier le mouvement révolutionnaire des sociétés, grâce à l'utilisation d'un certains nombre d'outils spécifiques, de catégories ou de variables de base, parmi lesquels il y a fondamentalement les concepts de Mode de Production et de Lutte des Classes entre Exploités et Exploiteurs. L'influence de Marx transcende de beaucoup celle des théoriciens et des historiens qui, jusqu'à présent, ont interprété le climat national et international en s'inspirant de ses idées, car son oeuvre fournit une vue d'ensemble méthodologique complète et cohérente pour l'analyse de la dynamique des processus sociaux dans un mode de production capitaliste.

Etrangement, l'historien marxiste Anglais Eric Hobsbawm a fait remarquer que le monde capitaliste globalisé, qui a émergé dans les années 90 du XX° siècle, s'est montré énigmatiquement semblable à bien des égards à ce qu'avait pronostiqué Marx en 1948 dans le Manifeste Communiste [6], mais maintenant, sans doute, avec davantage de complexité à cause des conflits et des problèmes globaux, liés à l'interaction de phénomènes multiples de caractère économique, financier, militaire, technologique et transnational, accumulés par le système capitaliste lui-même, qui les a engendrés sans perspective ou possibilité réelle de solution.

C'est pour cela qu'il est important d'avoir recours à Marx et pour cela que son retour inévitable dans la conjoncture internationale actuelle est un éloge juste. [7]

Les conditions qui sont source d'un conflit humain en puissance, c'est à dire les problèmes socio-économiques, les poussées de violence et d'agressivité qui ont leur origine dans la frustration, née de la confrontation entre le rêve et la réalité, le retrait ou l'aliénation des structures sociales existantes, en plus d'autres facteurs semblables à ceux de l'époque de Marx, sont en train de devenir très courants à l'échelle de la planète.

Sous quasi toutes les latitudes du monde, à cause de l'influence grandissante des technologies de l'information et des communications, la brèche entre la satisfaction attendue des besoins et la satisfaction réelle de ceux-ci (aspiration ou désirs) est en train de s'élargir pour beaucoup de pays, de peuples et d'individus. Particulièrement dans le Tiers Monde - le Moyen Orient, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine - régions où les processus de développement social, économique et politique sont rarement aptes à donner satisfaction, compte tenu du rythme croissant des aspirations des peuples.

A l'époque actuelle d'un système capitaliste globalisé et de progrès impressionnants de la révolution scientifico-technique, les problèmes de classe et les problèmes économiques rassemblés dans le conflit ou l'opposition Nord-Sud occupent une position de premier plan dans la dynamique des Relations Inter-



La Révolution et son impact dans la tran[...] revêtent une importanc[...]


De gauche à droite Correa, Morales et Cha[...] au Vénézuéla, en Bolivie, en Equateur et da[...] pourrions dire que la Révolution ou la pr[...] n'entraîne pas forcément la viole[...]




La brèche entre les riches et les pauvres ou c[...] vitesse sans[...]



sformation des Relations Internationales e vitale pour les peuples



avez, à la lumière des évènements actuels ans d'autres pays d'Amérique Latine, nous ise du pouvoir politique par les exploités ence ou la guerre révolutionnaire

ION DANS LE NDIAL DU XXI° CLE





entre le Nord et le Sud tend à s'élargir à une s précédent

nationales.

Le conflit Nord-Sud est une tendance qui s'est accentuée depuis la disparition de la confrontation Est-Ouest, qui a dominé le contexte international au cours de la longue « Guerre Froide ». La brèche entre les riches et les pauvres ou entre le Nord et le Sud tend à s'élargir à une vitesse sans précédent, parce que les pays capitalistes développés, où habitent un peu plus de 20% de la population mondiale, s'approprient ou bénéficient de 80% des richesses produites ou naturelles de la planète. Dans les dernières décennies du XX° siècle et dans la première du XXI°, les politiques économiques néolibérales ont creusé l'abîme et accru le pillage qui éloigne les pays sous développés des puissances centrales du capitalisme mondial.

En relation avec le conflit Nord-Sud, apparaissent de graves problématiques globales, telles que la croissance démographique exponentielle dans les pays du tiers-monde, la pénurie alimentaire, précisément quand la planète entre dans une phase critique à cause de l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, la crise écologique par la détérioration de l'environnement, la contamination des mers, des fleuves, la réduction des forêts, les atteintes à la couche d'ozone dans l'atmosphère supérieure et la mise en évidence du changement climatique par la fonte des grandes masses de glace des calottes polaires de la Terre et du réchauffement global qui l'accompagnent, qui sont la menace d'une terrible catastrophe aux conséquences imprévisibles pour la survie de l'espèce humaine.

Ces problèmes qui frappent l'humanité sont la conséquence directe de l'exploitation sans frein et de la barbarie capitaliste. La responsabilité majeure de cet état de choses échoit aux pays les plus développés du système capitaliste qui ont atteint des niveaux élevés d'expansion économique sur la base d'un modèle de vie et d'une économie hautement consumériste et gaspilleuse.

Devant le panorama de désolation du système capitaliste, en particulier de sa périphérie pauvre et sous-développée, les sciences sociales reviennent à la pensée de Marx pour adopter de nouveaux modèles socio-économiques qui tirent profit avec plus d'efficacité des ressources humaines et naturelles, contribuent à les préserver, à les renouveler, par des politiques de développement durable, au bénéfice de l'humanité entière.

Dans le Nord aussi, de vastes secteurs populaires aux Etats-Unis et en Europe souffrent des inégalités économiques et des injustices propres aux sociétés capitalistes divisées en classes sociales antagonistes sous la loi de ce qu'on appelle l'ère technologique ou post-industrielle. Même aux temps de la globalisation économique le processus de développement capitaliste produit toujours des effets pervers et dissymétriques en ce qui concerne les bénéfices obtenus par les peuples. Dans les pays du Nord et dans ceux du Sud, la rupture ou la déconnection avec les mécanismes traditionnels de domination capitaliste joue un rôle crucial dans la croissance du potentiel de conflit révolutionnaire engendré par l'opposition entre les riches et les pauvres ou entre une minorité de privilégiés et la majorité soumise à la dictature du capital.

La Révolution sera inévitable dans le système mondialisé du XXI° siècle car au cours de l'Histoire la lutte des classes a été le moteur du changement social. Les révolutions constituent l'unique voie possible pour résoudre l'antagonisme entre riches et pauvres à l'intérieur des sociétés et pour la transformation des Relations Internationales vers un système véritablement démocratique, juste et humain.



Marx, Engels et Lénine



Le but ultime des prolétaires et des exploités est la défaite du capitalisme

Pour la recherche de cet objectif, la théorie et la stratégie de la Révolution reposent dans le marxisme et les idées de Lénine puisque, comme l'a signalé le Che « *en définitive, il faut prendre en compte que l'impérialisme est un système mondial, la dernière étape du capitalisme, et qu'il faut l'abattre dans une grande confrontation mondiale. La finalité stratégique de cette lutte doit être la destruction de l'impérialisme* (...) *L'élément fondamental de cette stratégie sera donc la libération réelle des peuples* ( ) » [8] Dans la pensée du Che il n'y a que par la Révolution que l'on peut arriver à un ordre social plus solidaire, à l'abolition du capitalisme et à la formation d'un « *homme nouveau* ». [9]

A la lumière des évènements actuels au Vénézuéla, en Bolivie, en Equateur et dans d'autres pays d'Amérique Latine, y compris les révolutions pacifiques latino-américaines du XX° siècle, nous pourrions dire que la Révolution ou la prise du pouvoir politique par les exploités n'entraîne pas forcément la violence ou la guerre révolutionnaire. Marx était conscient de ce rôle de la violence dans l'histoire, mais il l'estimait moins important que les contradictions inhérentes à la société ancienne pour atteindre le but ultime des prolétaires et des exploités: la défaite du capitalisme.

Marx a prévu une série de chocs d'intensité croissante entre le prolétariat et la bourgeoisie (entre exploités et exploiteurs) jusqu'à l'explosion d'une Révolution qui déboucherait à la fin sur le renversement de la bourgeoisie et l'édification d'une société socialiste. Avec sa dynamique propre, spécifique, dans plusieurs régions et pays du système international, la collision inévitable entre classes sociales antagonistes sera une variable du changement et de l'émancipation de l'homme au XXI° siècle.

Les Révolutions et le Système des Relations internationales

Les théories marxistes ne nous ont pas fourni une étude ample et systématique des répercussions des révolutions sur le système des Relations Internationales de notre époque. Quelques politologues tombent d'accord sur le fait que le système du monde moderne est formé dans une large mesure par les révolutions, les conflits et les guerres. [10]

Les quatre derniers siècles ont été marqués par de grandes et historiques



Dans la pensée du Che il n'y a que par la Révolution que l'on peut arriver à un ordre social plus solidaire, à l'abolition du capitalisme et à la formation d'un « homme nouveau »

révolutions de caractère bourgeois, socialiste et/ou de libération nationale. Pour la théorie marxiste les révolutions sont les locomotives de l'histoire en ce qu'elles accélèrent les processus de développement et de progrès de l'humanité. Depuis le XVII° siècle les révolutions ont fait des apports importants au développement de la modernité. Les révolutions ont non seulement donné l'impulsion aux transformations politiques et sociales à l'intérieur des nations, mais aussi à la dynamique même des Relations Internationales.

Le système international de dimension planétaire qui existe de nos jours est le résultat de l'expansion géographique et de la complexification du système des Etats qui a émergé en Europe au XVII° siècle, après un long processus historique qui, commencé approximativement aux XIV° et XV° siècles, aurait embrassé plusieurs centaines d'années et convulsionné le continent.

En somme, le système international est la conséquence du surgissement du capitalisme qui a établi de nouvelles structures politiques et de la création des Etats-Nations-Territoires modernes, qui ont mis en pratique les aspirations politiques des intellectuels de la Renaissance et de la bourgeoisie qui faisait son ascension comme classe dominante. Les XVII°, XVIII° y XIX° siècles ont été la scène de l'expansion de ce système qui a été jusqu'à embrasser les cinq continents.

Le capitalisme européen triomphant, avec une technologie, une science et des institutions politiques plus solides, soumit à sa domination coloniale les terres « découvertes » et conquises par la force des armes en Amérique, Asie et Afrique.

Les révolutions historiques qui ont marqué ces siècles et ont eu une influence sur l'évolution et la forme prise par le système des relations internationales ont été les suivantes: Au XVII° siècle: Les Révolutions hollandaises et anglaises. Au XVIII° siècle: Les révolutions nord-américaine, française, haïtienne et ses conséquences dans les révolutions d'Indépendance en Amérique Latine, au début du XIX°. Au XIX° siècle: Les Révolutions européennes de 1848 [11] et la Commune de Paris en 1871. [12]

L'expansion du capitalisme a créé le marché mondial et mis en contact les régions les plus éloignées de la planète sur la base de l'exploitation la plus brutale, du pillage, du génocide des populations autochtones et de l'imposition de la culture européenne. Pendant cette période de l'histoire, de nouveaux Etats ont surgi sur les continents soumis, avec le consentement de l'Europe ou de par la lutte des peuples pour leur indépendance. L'assimilation des républiques américaines au système international européen qui leur a étendu sa reconnaissance de droit, a constitué la première grande expansion d'un système qui, jusqu'à l'orée du XX° siècle maintiendra son centre hégémonique dans l'Europe bourgeoise dominatrice.

A la fin du XIX°, en plein essor du capitalisme monopolistique dans sa phase impérialiste, deux nouvelles puissances, l'une en Amérique, les Etats-Unis, et l'autre en Asie, le Japon, ont affronté l'Europe sur le terrain de la suprématie internationale. Le système international, aux portes du XX° siècle commence à devenir global et le centre hégémonique amorce un déplacement vers d'autres continents.

Pour l'importance des révolutions qui ont bouleversé le monde - celle d'Octobre 1917, de Chine en 1949 et celle de Cuba en 1959, parmi d'autres de libération nationale dans le tiers-monde - le XX° siècle inaugure une nouvelle ère dans la politique internationale. Le puisant mouvement anti-colonialiste et anti-impérialiste qui s'est particulièrement développé depuis 1945 a donné le coup de grâce à l'ancien système colonial des principales métropoles capitalistes. Ce processus historique a conduit à la formation de nouveaux états indépendants, principalement dans le tiers-monde.

Les révolutions ont une influence immédiate bien au delà des frontières nationales des Etats, elles introduisent des sauts historiques et des bouleversements sociaux qui déterminent ou conditionnent la politique extérieure des pays en un scénario de changement et de continuité qui a un impact sur le climat général des relations internationales et contribue à l'évolution et à la formation du système international.

Pour la première fois dans l'histoire des Relations Internationales, le système mondial a atteint une dimension effectivement globale ou planétaire. Actuellement, c'est un système auquel sont intégrés plus de 190 Etats en interaction, auxquels s'ajoute une multiplicité d'entités multinationales, non directement étatiques, avec une influence politique dans certains cas, plus grande que celle de la politique extérieure individuelle de nombreux d'Etats.

Le système international a continué sur des bases hétérogènes en dépit de l'effondrement ou du renoncement stratégique de l'Union Soviétique et du bloc européen socialiste qui ont déterminé la fin de la confrontation Est-Ouest et un changement conjoncturel dans la corrélation des forces favorables au système capitaliste avec les Etats-Unis grisés par leur domination unipolaire. Ces modifications abruptes de la carte géopolitique mondiale situèrent la formation économico sociale capitaliste dans une position de suprématie non remise en question pendant une période historique déterminée du système mondial.

Cependant, à gauche, nous pensons que le système international va vers une période de transition du capitalisme au socialisme, vu qu'y coexistent toujours dans un dilemme de coopération et d'hostilité des Etats

Suite à la page (18)

Léonard Peltier : le plus ancien prisonnier politique est … aux Etats-Unis

Par Gregory Mauzé

Après 35 ans de détention, justice n'est toujours pas rendue à Leonard Peltier, militant amérindien des droits de l'homme. Victime d'un complot du FBI ? Aujourd'hui, ONG et défenseurs des droits de l'homme réclament toujours sa libération. Et le renouveau de la politique indienne, annoncé par Obama, ne semble pas modifier cette affaire.

Les prisonniers politiques ont souvent ceci de commun qu'ils voient la raison de leur détention occultée par les autorités. Ainsi en va-t-il pour Léonard Peltier : selon la justice américaine, il s'agit d'un détenu de droit commun coupable d'un double homicide, et condamné à ce titre à la prison à perpétuité. Pour ses soutiens, en revanche, la condamnation du militant amérindien est politique.

C'est le 6 février 1976 que Léonard Peltier fut arrêté au Canada, puis transféré aux Etats-Unis, et condamné pour le meurtre de deux agents du FBI, au terme d'un procès contesté. Avec 35 années derrière les barreaux, il aura passé plus de la moitié de sa vie en prison. Membre de la tribu des Lakotas, ces fiers guerriers des plaines que la culture populaire associe à la conquête de l'Ouest, celui qui a été surnommé le « Mandela Américain » (dont il bat de huit ans le triste record de détention politique) a toujours plaidé son innocence. Sans succès, jusqu'à présent. En dépit des révélations qui, au fil des années, ont peu à peu discrédité la version officielle du FBI.

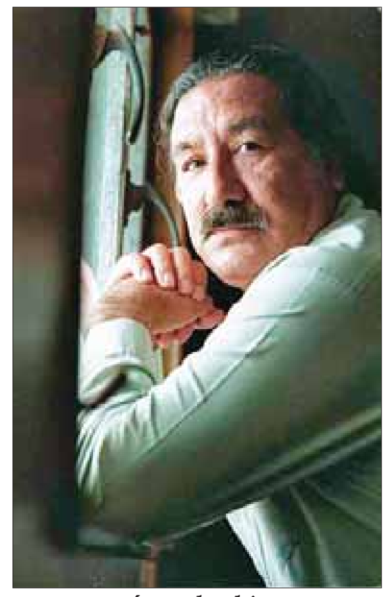
Témoin et victime de l'Histoire

Au début des années 1970, les tribus amérindiennes des Etats-Unis sont en effervescence : alors qu'elles ont vécu, depuis la fin des guerres indiennes, dans le déni de leurs traditions, elles renouent peu à peu avec leur fierté ancestrale. La politique d'assimilation mise en place à partir de 1949, qui visait à encourager les Indiens à quitter les réserves pour s'installer en ville, n'a pas eu l'effet escompté : loin de couper les Indiens de leur culture, elle a au contraire contribué à favoriser les contacts entre individus de différentes tribus. Créant ainsi une identité commune, propice à un renouveau culturel. Mais leur situation sociale reste catastrophique, et ils demeurent victimes de discriminations quotidiennes, en particulier aux alentours des réserves.

C'est dans ce contexte qu'est créé l'American Indian Movement (AIM), défenseur radical des autochtones. Avec d'autres groupes, il lance des actions symboliques destinées à attirer l'attention sur leur condition : occupation de la prison d'Alcatraz, participation à la « piste des traités violés », gigantesque marche partant des réserves pour arriver à Washington, qui aboutit à l'occupation du Bureau des Affaires Indiennes... L'action la plus fameuse sera l'occupation en 1973 du village de Wounded Knee, dans la réserve Lakota de Pine Ridge (Dakota du sud)- le site de l'ultime massacre perpétré par l'armée américaine sur 300 civils lakotas - par plusieurs centaines de sympathisants de l'AIM.

Cette action spectaculaire propulsera pour un temps les Amérindiens sur le devant de la scène médiatique. Le village occupé est rapidement bouclé par le FBI, malgré le soutien des habitants à la cause des autochtones. Les échanges de tir causeront la mort de deux activistes de l'AIM. Outre les revendications socio-économiques et culturelles, les militants réclamaient la démission de Dick Wilson, président corrompu du Conseil Tribal de la réserve, qui faisait régner la terreur à l'encontre des sympathisants traditionnalistes. La répression qui suivit cet incident de Wounded Knee fut impitoyable : en trois ans, plus de soixante militants de l'AIM furent assassinés par les milices indiennes pro gouvernementales de Wilson (les « Goons »), soutenues par le FBI.

C'est dans ce contexte violent que se produit en juin 1975 la fusillade qui conduit à la mort d'un activiste de l'AIM et à celle de deux agents du FBI, qui sera attribuée à Pelletier. Arrêté au Canada, puis extradé aux Etats-Unis, il sera condamné en 1977 à la détention à perpétuité, par un juge connu pour ses positions hostiles aux Amérindiens.



Léonard Peltier

Si le rôle de Peltier dans la fusillade reste flou, l'examen du dossier jette le doute sur sa culpabilité. D'abord, plusieurs déclarations de témoins, déterminantes dans l'inculpation de Peltier, ont été plus tard reconnues fausses. Ensuite, des preuves à décharge ont été dissimulées au Jury. Quant aux trois personnes impliquées dans la fusillade, elles ont été acquittées suite à leur témoignage contre Peltier, alors que des preuves existaient à leur encontre. De plus, l'expertise balistique a confirmé que l'arme attribuée à Peltier ne correspondait pas à celle qui a tué les agents. Enfin, les avocats de Peltier se sont vus refuser l'accès à six mille pages du dossier d'accusation, classées « secret défense». Peltier a très vraisemblablement été condamné pour une raison politique.

Depuis quelques années, le militant amérindien était en effet devenu l'homme à abattre. Acteur de moments forts du réveil de la conscience indienne, il jouait un rôle essentiel au sein de l'AIM. Il était à ce titre placé sur la liste du COINTELPRO (Counter Intelligence Program), réseau crée par le FBI visant à «exposer, perturber, discréditer, ou neutraliser les activités des mouvements dissidents et leurs chefs «[1], et notoirement connu pour l'usage de méthodes extra légales. Il avait par ailleurs été victime de plusieurs tentatives d'intimidation de la part des forces de police fédérales et locales, et avait été acquitté suite à une affaire de meurtre montée de toutes pièces. Tout ceci expliquant sa réticence à se livrer à la Justice après la fusillade de 1975. En attribuant ces meurtres à Peltier, le FBI espérait porter un coup fatal à la résistance indienne, tout en trouvant un bouc émissaire pour la mort des agents du FBI.

Soutien international, intransigeance judiciaire

Face aux nombreuses zones d'ombre du dossier et à la nature politique de son incarcération, un vaste mouvement de soutien s'est créé en faveur de la libération de Léonard Peltier. Aux Etats-Unis, le mouvement dépasse clairement les communautés autochtones : outre de nombreuses personnalités du paysage audiovisuel américain, plusieurs députés et sénateurs ont réclamé une révision du procès. Le président Bill Clinton lui-même reconnut en 1996 que le procès devait être revu, même si cette déclaration ne fut pas suivie d'effet.

Des figures internationales de poids ont également défendu Peltier, notamment les prix Nobel de la paix Rigoberta Menchú, Desmond Tutu, et Nelson Mandela. Des ONG comme Amnesty International le considèrent comme un prisonnier politique, et réclament à ce titre sa libération. Même l'Union Européenne s'est prononcée, à travers plusieurs votes du Parlement de Strasbourg, pour une révision de ce procès. Un exemple suivi par plusieurs parlements nationaux, notamment en Belgique et en France. Ces prises de positions s'assortissent souvent de considérations humanitaires, compte tenu des conditions de détention déplorables qui ont contribué à aggraver l'état de santé de M. Peltier. Depuis 2004, il fut nominé six fois pour le prix Nobel de la paix.



Léonard Peltier s'est concentré sur la demande d'une grâce présidentielle. Grâce jusqu'à présent rejetée par tous les présidents. Les regards sont maintenant braqués sur l'attitude du président Barack Obama

Même au sein de l'appareil judiciaire américain, des voix se sont élevées pour reconnaître le caractère inéquitable du procès. Déjà en 1985, le procureur Lynn Crooks admit devant la 8ème Cour d'Appel «*ne pas savoir qui a tué ces agents* «[2]. L'année suivante, la Cour, bien que rejetant l'appel de Peltier, reconnut que le juge en charge du dossier, s'était égaré dans son jugement de 1977, et souligna la pression sur des témoins, les faux témoignages et la dissimulation des preuves à décharge. En 1995 enfin, l'officier chargé d'instruire le dossier Peltier devant la commission de libération sur parole précisa dans son rapport qu'il n'existait aucune preuve directe contre Peltier, et qu'il était impossible d'imputer les meurtres à qui que ce soit. Autant d'arguments qui laissèrent de marbre la commission, qui a jusqu'à présent, systématiquement refusé de rouvrir le dossier.

Face à l'ampleur des soutiens et aux controverses entourant son procès, on peut s'interroger sur les raisons de l'intransigeance des autorités judiciaires. La plus évidente semble être la volonté de préserver leur crédibilité. En 1993, la commission de libération sur parole motiva son verdict négatif par le refus de Peltier d'avouer les faits reprochés. Argumentaire curieux, puisqu'assimilant l'innocence à un statut juridique plutôt que reposant sur des faits matériels. « *Se proclamer innocent, c'est suggérer que le gouvernement a tort* », affirme Léonard Peltier dans une lettre ouverte. « *Une telle insolence est invariablement punie par des réquisitions du ministère public en faveur de peines maximales* ». [3].

A cet argument juridique s'ajoute le malaise évident que constituerait pour les autorités américaines l'aveu d'un jugement purement politique. « *Aux USA, il ne peut par définition pas y avoir de prisonniers politiques. ( ) Il est jugé trop controversé ne serait-ce que d'envisager publiquement que le gouvernement fédéral pourrait fabriquer et supprimer des preuves pour provoquer la défaite de ceux qu'il considère comme ennemis politiques* », ajoute Peltier.

Autre souci : éviter de remuer les fantômes d'un passé peu glorieux pour les autorités américaines. Une révision du cas Peltier forcerait en effet ces dernières à se pencher sur leur répression menée à l'encontre des Indiens traditionnalistes des réserves. Et sur les actions peu avouables des services de sécurité intérieure dans le cadre du COINTELPRO.

S'ajoute un facteur purement politicien. Dans une Amérique du « Midwest » conservatrice et marquée par le mythe de la Frontière, la réputation de chasseur d'Indien peut servir une carrière politique. Ainsi, l'ancien gouverneur du Dakota du Sud se vanta-t-il d'avoir su convaincre le président Clinton, réputé proche des Amérindiens, de renoncer à grâcier Peltier. Cette présence de forces politiques hostiles aux autochtones est un élément non négligeable dans l'obstination sur le cas Peltier.

Devant l'impasse juridique, le comité de soutien de Leonard Peltier s'est concentré sur la demande d'une grâce présidentielle. Grâce jusqu'à présent rejetée par tous les présidents. Les regards sont maintenant braqués sur l'attitude du président Obama.

La politique indienne d'Obama : Changement ou continuité ?

Lors de la campagne présidentielle de 2008, le candidat Obama était allé le plus loin dans ses propositions visant à améliorer le sort des Amérindiens. « *Je sais ce que c'est que de lutter* [...] *combien de fois on vous a oubliés, tout comme les Noirs ou d'autres groupes dans ce pays. Parce que j'ai vécu cela, je ne vous oublierai pas* », affirmait-il lors

Suite à la page (16)

Haïti : Un dangereux précédent

Par Patrick Elie

La démocratie ne se limite pas à des élections périodiques, mais jusqu'à présent on n'a pas inventé mieux pour trancher sans violence les débats de société. Aussi est-il important que ces consultations cruciales respectent deux critères fondamentaux:

1) La participation du Souverain; depuis l'abolition de la monarchie absolue, ce terme désigne l'ensemble des citoyens.

2) Le respect du verdict des urnes.

A l'aune de ces deux critères, les élections du 28 novembre 2010 sont un échec retentissant, comme nous l'avions déjà souligné dans un précédent article où nous avions désigné le vainqueur unique et programmé du scrutin: le "Blan". Cela nous paraissait d'abord évident au regard du faible taux de participation (à peine 20%) d'une population qui avait jusque là affiché sa volonté de voter même sous les balles. Il faut dire qu'elle accusait le coup des défaites répétées auxquelles son leadership l'avait mené, qu'elle avait été laminée par une série de catastrophes naturelles sans précédent et qu'elle n'était invitée qu'à arbitrer un pathétique concours d'ambitions personnelles. En outre, elle se voyait astreinte à un calendrier électoral irréaliste et de pure forme, balisé d'une part, par la volonté de "l'international", de l'autre par des interprétations intéressées d'une Constitution médiocre, incohérente et désuète.

L'affaire était décidément mal engagée, mais les résultats de ce scrutin vont bien au-delà de notre plus profond pessimisme. Dans le meilleur des cas, le nouveau Chef de l'État dirigera ce pays grabataire avec l'aval de 6% de l'électorat ! Avec des Législatives grevées du même faible taux de participation et le mercenariat avéré de nos législateurs, nous pouvons parier sans risque, sur la stagnation de notre vie politique et une chute brutale de notre souveraineté, déjà sérieusement mise à mal.



Myrlande H Manigat



Mme Edmonde Supplice-Beauzile

Des élections à l'intimidation

Sous toutes les latitudes, les campagnes électorales donnent lieu à des frictions plus ou moins graves. La campagne de 2010 a été l'occasion de quelques incidents violents, mais toutes proportions gardées, elle a été relativement calme. Plus inquiétantes pour la démocratie, ont été l'absence d'une offre politique articulée, la multiplicité des candidatures et la vacuité de la plupart des discours, truffés de lieux communs. Plutôt qu'à une véritable campagne, on a assisté à une parade d'ambitions personnelles, rappelant à s'y méprendre, un concours de beauté, style "Miss Machin".

Mais le processus a vraiment dérapé dans l'absurde, à partir de la journée même du scrutin. Les électeurs s'alignaient encore devant les bureaux de vote, quand la quasi-unanimité des candidats à la Présidence, répondant à une convocation de Michel Martelly, décidaient à chaud de démobiliser leurs partisans, de rappeler leurs mandataires et de réclamer l'annulation sans condition du processus électoral. Cette réunion haute en couleurs, en fausse convivialité et en gesticulations patriotiques, m'a fait penser à la Scène du Jeudi Saint, avec cependant une modification intéressante du scénario originel: Jésus et Marie ont quitté l'assemblée en douce, laissant les 12 apôtres à la manoeuvre. Le premier a gagné les rues pour établir sa popularité hors les urnes, la seconde s'est retirée pour aller revoir sa comptabilité électorale avant de proclamer: "devan devan nèt !".

La suite a été de la même mouture: une successions de reniements, d'incohérences et de dérapages verbaux, toutes disciplines que nos politiciens locaux maîtrisent à la perfection, pour les avoir si longtemps pratiquées.

La publication des résultats préliminaires, le 7 décembre 2010, allait servir de prétexte à faire basculer notre pays dans une horreur devenue coutumière. Quelques milliers d'énergumènes, se réclamant de Michel Martelly et jamais reniés par ce candidat, envahissaient les rues de la capitale et des Cayes; brûlant, pillant, saccageant et forçant une population notoirement allergique à la violence, à se terrer pendant 3 jours. Il ne s'agissait pourtant que de résultats préliminaires, susceptibles de modifications significatives, via des procédures de contestations prévues par la loi électorale.



Des partisans de Michel Martelly envahissaient les rues de la capitale et des Cayes; brûlant, pillant, saccageant et forçant une population notoirement allergique à la violence, à se terrer pendant 3 jours

Devant une violente levée de boucliers, mais surtout de lanceurs de torches, de cailloux et de latrines portatives, le Conseil Électoral invitait les candidats à la Présidence à déléguer des mandataires au Centre de Tabulation pour réexaminer les procès-verbaux et bulletins de votes. La proposition était certes originale, voire audacieuse, mais elle était raisonnable. Elle a été néanmoins rejetée d'emblée par la totalité des candidats à la Présidence, à l'exception de Jude Célestin. C'est qu'entretemps, la classe politique avait éclaté en 4 branches distinctes:

1) Le front du refus, constitué entre autres de l'Alternative, de la Fusion et autres groupuscules associés, qui étaient dès le départ opposés à toute élection, sans pourtant retirer leur aval aux quelques pions de leurs formations, qui comme Steven Benoît étaient bien placés sur l'échiquier électoral. On peut également présumer que leurs rangs se sont enrichis des candidats sénateurs et députés, dépités par le verdict du premier tour.

2) Les 12 apôtres, quelque peu perdus depuis la désertion de Jésus et de Marie, hésitant entre la contestation des résultats devant le CEP, ou la contestation du tribunal électoral lui-même, en harmonie avec le front du refus.

3) Les 2 candidats ayant accédé au second tour, ci-devant Marie et Jésus. Ces deux-là ne veulent plus voir le moindre obstacle sur leur parcours vers le mât de cocagne. Après avoir agoni d'injures le Conseil Électoral, les voilà qui sacralisent ces décisions comme autant de bulles papales. Ils ont évidemment comme coreligionnaires, tous les candidats au Sénat et à la députation élus dès le premier tour ou ayant accédé au second.

4) Un énième consortium politique hâtivement mis sur pied au Kinam, mené par Edmonde Supplice-Beauzile et prétendant fédérer les 3 branches précitées.

La "Sénatèz" Beauzile vaut qu'on s'arrête un moment sur son dossier. Candidate évidente à la première présidence qui passera à sa portée, en commençant par celle de la Fusion, elle ne rate pas une occasion de se faire mousser, quitte à donner dans l'outrance. Elle s'était d'abord signalée par sa croisade contre Madame Michèle Duvivier-Pierre Louis, s'érigeant en censeur (ou censeuse), mal qualifiée, de la vie privée des citoyens. Ses gesticulations, s'étant révélées vaines, elle n'a pas hésité à tenter d'influer lourdement sur les élections sénatoriales partielles dans le Plateau Central, en outrepassant sans vergogne les

Suite à la page (16)

Michel Martelly serait-il le candidat favori des « pays amis d'Haïti » ?



Martelly et Bill Clinton. Qu'est-ce qui se cache donc derrière cet engouement de la Communauté Internationale pour la candidature de Michel Martelly ?

Par Castro Desroches

En régime démocratique, n'importe quel citoyen peut théoriquement aspirer à la première magistrature de l'État. La Constitution haïtienne de 1987 n'a pas mis en place les garde-fous pour empêcher une course démentielle à la présidence. Cela donne lieu chaque cinq ans à un spectacle tragi-comique de carnaval électoral. Chaque élection déverse sur la place publique son trop-plein de personnages insolites, déguisés pour la circonstance en candidats à la présidence. Tout Haïtien sachant lire et écrire est un candidat en puissance. Tout Haïtien qui ne vit pas sous une tente reste et demeure en réserve de la République. En 2006, on a dû assister, entre autres, au lamentable spectacle d'un candidat à la présidence qui arrivait à peine à lire sa propre déclaration de candidature. Le pauvre type n'a obtenu que 0.19% des voix. Evidemment, l'année dernière, il est revenu à la charge avec l'intime conviction qu'à force d'accumuler les zéros et de continuer dans la voie des sans voix, il finirait par arriver aux ruines du Palais de Sans-Souci. La Citadelle Laferrière serait, peut-être, mieux appropriée à son ego malade et démesuré. Ce n'est pas par hasard que l'écrivain britannique Graham Greene avait appelé son fameux roman sur Haïti : Les Comédiens. Dans l'univers surréel du pays de Soulouque et de Papa Doc, ce ne sont pas les aspirants et les soupirants qui manquent dans la quête d'une solution-miracle à la quadrature du cercle de la misère matérielle et morale. Chaque cinq ans, ils arrivent des quatre points cardinaux pour mettre leurs quatre sous de savoir-faire au service de la patrie commune. C'est le triomphe de la politique-spectacle et de la médiocrité arrogante dans un pays à l'encan, livré à la merci des mercenaires et des opportunistes de tout poil. Ils appartiennent à toutes les catégories de la faune et de la foire politiques: les brebis galeuses, les caméléons, les colombes, les dinosaures, les faucons, les corbeaux et les renards, les tigres ensanglantés, les tigres en papier, les sociopathes, les psychopathes, les assassins non repentis, les salauds, les fachos, les de facto, les gringos, les collabos, les intellos, les mégalos, les rigolos, les gigolos, les phallos, les ripoux, les frustrés, les ratés, les paumés, les nécessiteux, les nostalgiques, les désespérés, les sous-primaires grandiloquents, les médecins malades de la tête, les avocats pourris, les millionnaires insatisfaits, etc. Les Haïtiens ont fini par s'habituer à ce spectacle folklorique et arrivent même à en tirer parti en apportant un support monnayé et momentané aux candidats assoiffés de pouvoir.

De nos jours, on ne s'attend pas à ce que les membres du Conseil Electoral Provisoire soient honnêtes et indépendants. Les élections sont une opportunité inespérée pour battre monnaie et s'assurer d'une douillette retraite. Souvent, les conseillers électoraux se vendent au plus offrant. Pouvoir, c'est pouvoir. Souvent leur intégrité fragile est mise à rude épreuve dans le corridor de la tentation. L'année dernière le représentant de l'église catholique

Suite à la page (18)

Complicités dans la crise ivoirienne: "J'accuse Gérard Latortue, la Francophonie et l'Onu"

Par Mamadou Ben Soumahoro*

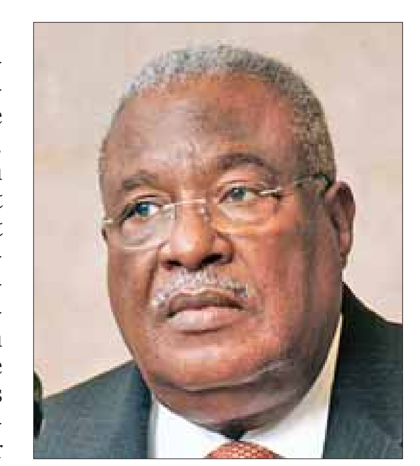
La crise post électorale qui secoue la Côte d'Ivoire, depuis le 28 novembre 2010, n'a pas fini de livrer ses secrets, son lot de comploteurs et leurs alibis pour faire main basse sur les richesses de notre pays. A chaque révélation, l'on apprend un peu plus sur toutes les sales propositions rejetées par Laurent Gbagbo et qui lui valent la ronde de tant de chacals politiques tapis au sein de la Communauté internationale. Dans le texte qui suit, le député Mamadou Ben Soumahoro dévoile la partition de l'ancien Premier ministre haïtien, Gérard Latortue, qui a conduit la délégation des observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie en Côte d'Ivoire. Il établit ses connexions à Paris et à l'ONU.

Personne n'y a véritablement prêté attention. Et pourtant, cela s'est passé. A la fin de la mission d'observation de l'élection présidentielle qu'il a conduite, en Côte d'Ivoire, pour le compte de l'Organisation internationale de Francophonie (OIF), M. Gérard Latortue a dressé son rapport au pied de M. Young Jin Choi, dans les locaux du siège de l'ONUCI à l'Hôtel Sebroko. Aussitôt fait, il a repris l'avion le même soir pour Paris, laissant au Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Côte d'Ivoire, le soin d'enfoncer le clou et de gérer la crise qu'ils avaient préparée ensemble contre les Ivoiriens. M. Gérard Latortue venait ainsi de nous indiquer, clairement, que Young Jin Choi est son binôme local dans la fabrication de la crise post électorale dans laquelle est plongé notre pays depuis le 28 novembre 2010. Latortue et Choi ont agi pour espérer imposer Alassane Ouattara au peuple ivoirien. C'est un des pans de ce complot aux multiples tentacules, enclenché pour faire main basse sur la Côte d'Ivoire. Mais ses prémices datent de longtemps. De quelques années plus tôt.

L'indécente proposition au candidat Gbagbo

Nous sommes en 2008. L'ancien Premier ministre de la République d'Haïti, Gérard Latortue, une vieille connaissance personnelle, sollicite par mon intermédiaire un rendez- vous avec le chef de l'Etat de Côte d'ivoire. Il l'obtient d'autant plus facilement qu'il prétendait vouloir porter à la connaissance du Président Laurent Gbagbo «l'expérience» qu'il venait de réussir dans son propre pays au moment où le nôtre s'apprêtait à aller à son tour à des élections présidentielles importantes annoncées, à cette époque, pour novembre 2009. C'est ainsi que, profitant de l'occasion qui lui était offerte, Gérard Latortue s'est permis de proposer à Laurent Gbagbo de se mettre sous «la protection de George W. Bush et des Etats-Unis d'Amérique». Pour la mise en œuvre de ce projet, l'homme a fait valoir au Président Laurent Gbagbo ses relations intimes et privilégiées avec le frère du Président des Etats-Unis, Le gouverneur de l'Etat de Floride. C'est du reste grâce à l'intervention de ce dernier que le Président Bush a désigné Gérard Latortue pour diriger, à titre intérimaire, le gouvernement d'Haïti. Gérard Latortue devait y organiser les élections de sortie de crise après l'expulsion du Président Jean Bertrand Aristide déposé auparavant par les forces onusiennes, toujours sous la férule de Gérard Latortue, leur mandataire. Les Etats-Unis voulaient René Préval comme président d'Haïti, les Etats-Unis et Gérard Latortue ont "donné" René Préval à Haïti. Après cette élection truquée avec succès, Gérard Latortue a voulu monnayer son expérience auprès de Laurent Gbagbo. Un livre blanc a été édité par ses soins. Il l'a proposé au Président ivoirien au cours de l'audience qui lui a été accordée. Ce livre blanc lui a d'ailleurs servi de viatique pour proposer ses services à toutes les capitales africaines qui préparaient des élections dans cette période troublée.

A la deuxième visite faite à Laurent Gbagbo dans son domicile officiel de Cocody, Gérard Latortue, plus concret, a proposé à son hôte



L'ancien Premier ministre de la République d'Haïti, Gérard Latortue

une véritable stratégie de hold-up électoral avec son aide personnelle et celle des Nations unies à New York. Il annonçait qu'il allait se faire mettre en mission comme observateur international de nos élections à venir, au nom de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie) et de son Président Abdou Diouf. En prévision de cette «mission», il demandait au Président Laurent Gbagbo de faire nommer immédiatement, à un poste technique au siège des Nations unies à New York pour le compte de la Côte d'Ivoire, son compagnon de voyage, un certain Marc Maxi, notoirement connu pour être un honorable agent de la CIA. Cet autre Haïtien, qui avait dirigé auparavant l'organisation humanitaire CARE pour l'Afrique de l'Ouest, devait mettre en place le mécanisme qui impliquerait le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon lui-même, pour appuyer tout ce qui allait se faire sur le terrain en Côte d'Ivoire, afin d'assurer la victoire du Président Laurent Gbagbo «sans bavure». Selon les plans de Latortue, à l'issue du scrutin, peu importe le score, que ce soit au premier ou au deuxième tour, l'ex- Premier ministre d'Haïti représentant l'OIF devait tout simplement "crédibiliser" les résultats en faveur de Gbagbo en s'exprimant au nom de tous les observateurs de l'Union européenne et au nom de l'OIF. L'ONU devait ensuite reconnaître la sincérité du scrutin et, selon ce plan, les autres candidats n'auraient eu que leurs yeux pour pleurer. C'est exactement le même schéma qu'il avait proposé en Guinée-Conakry, avant la mort du Président Lassana Conté. Le coup d'Etat du capitaine Dadis Camara a mis fin à ses espoirs et annihilé son plan pour les élections en Guinée.

La belle affaire pour Ouattara et connexions

A la fin de sa visite à Laurent Gbagbo, le Président ivoirien qui avait prêté une oreille plutôt agacée au discours corrompu de Gérard Latortue, lui a fait remettre par mes soins une somme d'argent frais, quelques dizaines de millions de francs CFA, pour faciliter son séjour et celui de son compagnon d'agent de la CIA, Marc Maxi. Le chef de l'Etat n'a pas donné suite à la démarche indécente de l'ex-Premier ministre d'Haïti Gérard Latortue. Ses incessants appels téléphoniques n'ont pas trouvé non plus d'échos auprès du président Laurent Gbagbo pendant de nombreux mois. Son projet est resté lettre morte parce qu'il est tombé sur un véritable démocrate et un intellectuel honnête qui a toujours bâti sa vie sur la vérité de l'onction populaire. Gérard Latortue n'a pas cessé de me harceler, moi qui l'ai introduit auprès du Président Laurent Gbagbo. Là aussi, sans aucune suite. A l'évidence, le Président de la Côte d'Ivoire s'était senti profondément vexé par la proposition malhonnête de Gérard Latortue qu'il a donc définitivement éconduit en ne répondant plus à ses pressants appels téléphoniques.

Bien entendu, toute cette entreprise avait un prix dans l'esprit du représentant de commerce de l'OIF et des Nations unies. Le refus de Laurent Gbagbo constituait pour lui et pour ses commanditaires un énorme manque à gagner qu'il fallait combler d'une manière ou d'une autre. C'est ainsi que Gérard Latortue et Marc Maxi ont proposé leur service diabolique à Alassane Ouattara et à son épouse Dominique Folloroux. Connaissant son entregent, la femme du plus grand imposteur devant l'Eternel, Alassane Ouattara, a dû consolider le projet scélérat de Gérard Latortue par l'adhésion empressée de leurs amis français, américains et ivoiriens de nationalité américaine, vivant aux Etats-Unis. Ce qui n'était qu'un plan devant consolider l'avantage du candidat le mieux placé, dans l'esprit de Gérard Latortue et ses comparses accourus pour empocher quelques millions de dollar, est devenu, par la force des choses, un des éléments fondateurs du complot international qui continue de secouer la Côte d'Ivoire, mon beau pays. Ce complot devait donner gagnant celui que personne n'attendait, c'est-à-dire Alassane Ouattara.

Pour mieux comprendre les tenants et les aboutissants de ce vaste complot qui s'est étendu à quelques valets de M. Sarkozy en Afrique, notamment le Burkinabé Blaise Compaoré et le Sénégalais Abdoulaye Wade, il importe de savoir que l'acteur principal, le mici-dominici de l'ombre, Gérard Latortue, a servi comme représentant permanant du PNUD (Programme des Nations unies pour le Développement) à Cotonou dans les années 70 et, à ce



Mamadou Ben Soumahoro député indépendant à l'Assemblée nationale

même titre, en Côte d'Ivoire pendant cinq ans sous l'autorité de l'Algérien Abderamane Kane qui dirigeait l'organisation à partir de Vienne, en Autriche.

Vous avez dit Nations unies ? Que reste-t-il pour accomplir le complot ? Evidement les élections ! Les fameuses élections ! Le prétexte tout trouvé ! Or, dans ce domaine, les données sont connues : Depuis 2002, ''la Communauté internationale '' voulait la tête de Laurent Gbagbo. C'est tout ! Seulement voilà, toutes les tentatives ont lamentablement échoué. Il manquait un homme de main "crédible", loin de l'Afrique, discret et efficace pour accomplir l'opération «enlever Gbagbo». Le premier bénéficiaire, Alassane Ouattara, pour une fois, n'est pas allé le chercher puisqu'il ignorait son existence. Cet homme prétendument providentiel est arrivé de lui-même : après son échec au pied de Laurent Gbagbo, Gérard Latortue est allé proposer la forfaiture de l'OIF à Ouattara. Abdou Diouf, l'ancien Président de la République du Sénégal était candidat à sa propre succession à la tête de l'organisation francophone. Le coup de pouce de Latortue lui a sûrement fait du bien. Au renouvellement du mandat d'Abdou Diouf en Suisse, Nicolas Sarkozy en a décidé tout seul, à la place de tous les chefs d'Etat africains présents, en piétinant leur dignité. La Côte d'Ivoire vaut bien une messe et tout le monde a dit Amen !

«Donne-moi la tête deGbagbo, et tu auras l'ONU»

Ainsi donc, on a échangé l'honneur et la sécurité de 20 millions d'Ivoiriens contre le confort du poste d'un homme qui fut pourtant chef d'un Etat africain et non des moindres. Gérard Latortue est l'un des artisans zélés et intéressés de cette mascarade qui a échoué, dans sa version OIF, en Côte d'Ivoire. Lamentablement ! Quoiqu'il en soit, par quelque bout qu'on le prenne, le complot qui essaie de déstabiliser notre pays trouve son épicentre aux Nations unies, son exécuteur testamentaire étant M. Ban Ki-moon qui, malgré son incompétence avérée, veut un deuxième mandat. Nicolas Sarkozy de Nagy Bosca, qui détient un veto en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, lui a donné l'assurance de bloquer toutes les initiatives des pays émergeants pour lui ouvrir la voix du succès aux prochaines élections de Secrétaire général des Nations unies. Cela peut expliquer en grande partie l'acharnement de M. Ban Ki-moon et de

Suite à la page (18)

Egypte : une armée formée et équipée par le Pentagone

Par Manlio Dinucci*

La mise en image de la situation actuelle en Egypte par les médias atlantistes assimile l'insurrection populaire à une guerre civile et érige l'armée en arbitre. C'est évidemment faux. Le régime du président Hosni Moubarak et son armée sont les produits de la politique des Etats-Unis dans la région et de leur soutien inconditionnel à Israël.

L'image des chars d'assaut qui surveillent les centres névralgiques du Caire, entourés par la marée de manifestants, est emblématique. Ce sont des M1A1 Abrams, les terribles tanks états-uniens de dernière génération, qui sont fabriqués en Egypte sur la base d'un accord de coproduction. Ils symbolisent à quel point les Etats-Unis se sont engagés dans la construction des forces armées égyptiennes et l'ampleur de la confiance qu'ils ont accordée au régime de Moubarak. En trente ans, Washington lui a fourni des aides militaires pour une valeur d'environ 60 milliards de dollars, selon les chiffres officiels, à quoi se sont ajoutés d'autres financements secrets.

Actuellement le régime de Moubarak reçoit des USA environ 2 milliards de dollars annuels, se plaçant ainsi parmi les principaux bénéficiaires après Israël. La majeure partie de cette somme est dépensée dans l'achat d'armes états-uniennes. Comme leur valeur dépasse la disponibilité financière du gouvernement égyptien, celui-ci a accumulé une dette envers les Etats-Unis. Mais Washington a été généreux : en 1990, pour récompenser l'Egypte de sa participation à l'imminente guerre contre l'Irak, il lui a accordé une remise de dette militaire de 7 milliards de dollars. Dix ans après, il lui a concédé un crédit extraordinaire de 3,2 milliards de dollars pour la modernisation des forces armées : celles-ci ont ainsi pu acquérir 24 chasseurs-bombardiers F-16 de dernière génération, 3 batteries de missiles Patriot et d'autres systèmes d'armes avancés. Le Pentagone a en outre fourni aux forces armées égyptiennes des armes qu'il a en excédent, ou qui sont remplacées par d'autres de nouvelle génération, pour une valeur annuelle de centaines de millions de dollars. En même temps il a entraîné des officiers et des soldats égyptiens, surtout des forces spéciales, en organisant tous les deux ans l'opération Bright Star, une grande manœuvre qui se déroule en Egypte avec la participation d'environ 25 000 militaires états-uniens.



La tribune des officiers supérieurs lors des exercices Bright Star 05/06 à Mubarak Military City. L'armée égyptienne est formée et équipée par les Etats-Unis pour mettre en oeuvre la paix séparée israélo-égyptienne

De façon significative, dans les commandements établis par le Pentagone à l'échelle mondiale, l'Egypte de Moubarak n'entre pas dans le Commandement Afrique (AfriCom), mais a été détaché du continent pour être annexé au Commandement Central (CentCom), dont l'aire de responsabilité couvre le Proche-Orient pétrolier. L'Egypte, explique le CentCom, « joue un rôle clé dans l'exercice d'une influence stabilisatrice au Proche-Orient », en particulier pour « faire face à l'instabilité croissante de Gaza ». Le CentCom continue donc à opérer en contact étroit avec les forces égyptiennes pour « bloquer les envois illicites d'armes aux extrémistes à Gaza, et pour empêcher que l'instabilité de Gaza ne se propage en Egypte et au-delà ». Le gouvernement égyptien, de fait, doit « faire face à une menace extrémiste interne ». L'aide extérieure états-unienne est donc « fondamentale pour renforcer le gouvernement égyptien ».

Dans ce tableau, le thème de la dernière manœuvre Bright Star est significatif : « Des opérations militaires en terrain urbain ». Dans la manœuvre, conduite en octobre 2009 sous la direction du Pentagone et avec la participation de forces spéciales états-uniennes, des forces égyptiennes ont été entraînées à combattre une guerre non pas dans le désert mais à l'intérieur d'une grande métropole. La Bright Star s'est déroulée dans la Moubarak Military City, le camp militaire construit exprès pour cette manœuvre, à quoi on a donné évidemment le nom du dictateur.

Tout est prévu, donc, pour affronter la « menace extrémiste intérieure ». Sauf le fait que celle-ci a pris les dimensions d'une insurrection populaire. Sauf le fait qu'on ne sait pas comment vont se comporter ces militaires, en grande partie conscrits, qui à bord des chars d'assaut états-uniens made in Egypt, devraient assurer que l'Egypte, une fois Moubarak déchu, reste dans la sphère d'influence états-unienne.

Réseau Voltaire 4 février 2011

L'Egypte

Suite de la page (8)

peut être perçue par les fondamentalistes comme un assaut menaçant l'existence de la culture musulmane. Saddam Hussein, Hosni Moubarak et les rois sont réputés par leurs sciences à balancer l'opinion publique par des manifestations de vertus laïques, et brutaliser les indociles.

Les islamistes n'ont rien à perdre dans une liquidation du régime prédateur de Moubarak. Washington et alliés, quoique partisans de la démocratisation de la zone, souhaitent le faire graduellement avec les régimes en place. Les dirigeants radicaux islamiques le savent, c'est pourquoi ils défilent sur CNN et BBC avec un discours modéré et mielleux en vue de rassurer les maitres des lieux. Ils se connaissent dans ce jeu de coquins où toutes les cartes ne sont pas visibles. D'un autre côté il y a le bourreau Israélien, en général les dirigeants juifs ne prennent pas de chances, ils ne négocient pas, ils bombardent. Cela se comprend, vu qu'ils se trouvent sur terrains hostiles. Et, il ne faut pas minimiser son poids dans les décisions de Washington, parce que depuis toujours la politique étrangère américaine au Proche-Orient est conceptualisée an fonction des intérêts Israéliens, par ricochet américains. Le raïs était brutal certes, mais il correspondait à une nécessité géopolitique vitale à tout l'occident.

L'armée est appelée à jouer un rôle fondamental, d'ailleurs comme le veut la tradition, dans le processus de transition. L'institution militaire grassement financée par les Etats-Unis au prix de 1.3 milliards de dollars l'an, est incontournable. L'issue des événements dépendra du rôle de l'armée, jusqu'ici pour des raisons conservatrices et stratégiques liées aux intérêts de l'empire, supporte encore le régime. D'autant plus qu'elle jouit de la crédibilité des deux protagonistes qui s'affrontent pour le pouvoir. C'est l'une des particularités de la crise Egyptienne, l'opposition et le gouvernement sont intimement liés par le même maître, Etats-Unis d'Amérique. Ils ne peuvent pas aller jusqu'au bout, il n'y aura pas de châtiments contre les crimes d'Etat commis par Moubarak. Mohamed Baradei, l'outsider de la vie politique Egyptienne est revenu au moment H pour prendre la tête d'un potentiel gouvernement de transition qui, d'après plusieurs observateurs est un envoyé spécial de Washington. En un mot, le peuple Egyptien va vivre la plus grande déception de son existence comme les protagonistes innocents des « révolutions colorées » ayant secoué l'Europe en début de siècle.

Alain Gresh, dans sa dernière livraison dans le Monde diplomatique, a rapporté des informations sensibles sur le rôle de l'ancien ministre de l'intérieur Egyptien, Habib Al-Adly. Le Monde diplomatique a en effet cité Al-Arabiyya : « *selon des sources diplomatiques, l'ancien ministre de l'intérieur a établi depuis six ans une organisation dirigée par 22 officiers qui employait d'anciens islamistes radicaux, des trafiquants de drogue et des sociétés de sécurité pour mener des actes de sabotage à travers le pays au cas où le régime serait en difficulté* ». Ajouter a cela, la nomination d'Omar Suleiman comme vice-président est une stratégie qui convient à Washington et Israël. Issu du secteur l'intelligence, Mr Omar a de profondes ramifications avec des collègues du Mossad et du CIA, donc il est l'homme idéal capable d'assurer la transition. D'après les documents révélés par Wikileaks, dont le fondateur M. Assange est entrain de voir toutes les couleurs, l'actuel « *vice-président, Omar Suleiman a été toujours vu par Israël comme le candidat préféré pour succéder a Hosni Moubarak* » (Yonat Frilling). D'après Daily Telegraph, citant Wikileaks, un officiel Israélien, David Hachan, s'entretenant avec un collègue américain, a déclaré que Mr Suleiman peut servir « *Au moins comme intérim dans le cas ou Mr Moubarak meurt ou incapable d'assumer sa fonction* ».

Donc, tous les changements opérés durant ces derniers jours au sein de l'appareil gouvernemental en Egypte font partie d'un plan préalablement conçu pour dérouter le mouvement populaire en cours. La démocratie n'est pas la priorité des pays occidentaux, l'important c'est de continuer la main mise sur l'Egypte au détriment de son peuple. En d'autres termes, c'est une comédie qui se joue, les honorables citoyens qui depuis près d'un mois vocifèrent dans les rues du Caire contre le régime vont voir leurs voix sacrifiées et leurs espoirs se perdre dans les sables du mal. Le changement ne peut provenir de l'establishment en Egypte. Pour arriver à imposer la volonté populaire, il faut nécessairement poursuivre les protestations massives jusqu'à ce que tous les dinosaures du régime partent et soient remplacé par des patriotes Egyptiens de toutes sensibilités religieuses confondues et non des parachutés venus de l'occident.

C'est cette méthode qu'on a toujours utilisé pour conduire un pays à la faillite. Quelque part à Washington, se réunissent toujours un groupe de « Policy maker » pour définir l'avenir d'un peuple qu'ils avaient toujours détesté. La solution imposée sera toujours en contradiction avec les intérêts de la nation.

Haïti

Suite de la page (13)

limites de la légalité. Il a fallu évidemment qu'elle récidive en affublant une bibliothèque publique à Hinche ou Mirebalais, du nom de Madame Max Adolphe, née Rosalie Bosquet. Il faut savoir que la dite dame avait été l'une des principales tortionnaires de la dictature duvaliériste, commandante de Fort-Dimanche et que son intérêt pour les intellectuels était celui de la lionne pour les antilopes.

Voilà aujourd'hui la "Sénatèz" qui propose de sauver la patrie avec une interprétation de l'Article 149, sans doute élaborée sous l'effet d'une quelconque substance psychotrope.

Notre Jeanne d'Arc (ou peut-être devrais-je dire Marie-Jeanne) ne propose rien moins que la désignation du Président provisoire par une assemblée des candidats à la Présidence, incluant aussi bien les recalés du premier tour que les deux concurrents encore en piste. On peut se demander si cette corporation de candidats fonctionnera sur le principe d'une coopérative (un membre, un vote) ou celui d'une société par actions où Myrlande Manigat aura 100 fois plus de voix que Josette Bijoux. Ajoutez à ce "bouillon-mimi", 18 cuillerées à soupe de ministres, une pincée de secrétaires d'État et une pleine tasse de 30 sages-conseillers. Évidemment, chacun de ces chanceux disposera d'un secrétariat et d'un cabinet particuliers, auxquels s'ajoutera une flopée d'employés de soutien. Décidément, Madame Supplice Beauzile a pris à la lettre le mot d'ordre de la création d'emplois, comme solution aux problèmes du pays. Notons au passage, qu'il s'agira d'emplois durables, car, cerise sur le gâteau, tout ce beau monde recevant un mandat "illimité".

J'en rirais volontiers, si je n'avais si mal aux côtes d'avoir tant sangloté durant ces derniers mois.

L'extrême-ingérence

Il faut remonter à Charles X et son imposition de la "dette de l'Indépendance" et à l'occupation de 1915 avec ses tout-puissants prévôts yankees, pour trouver une telle ingérence dans les affaires internes d'Haïti. Au cours des récentes consultations électorales, les masques sont tombés et l'arrogance des nouveaux maîtres du jeu s'est affichée en toute indécence.

Il est vrai que nous devons battre collectivement notre coulpe, car comme dans les honteux épisodes évoqués plus haut, c'est l'insupportable déraison de nos élites qui a "adoquiné" une voie royale à nos tuteurs de facto et a autorisé cette ignominieuse ingérence de la "communauté internationale" dans un processus qui restait le dernier carré de notre souveraineté nationale déjà à l'article de la mort.

Pour commencer, il faut rappeler l'adage selon lequel: "La main qui donne est la main qui ordonne" ou pour parler comme les Américains qui ne font pas dans la dentelle: "*Money talks and bullshit walks* !". Nous avons laissé, une fois de plus le financement des élections aux "amis d'Haïti", qui en même temps que leur pitance, nous ont imposé une technologie, un équipement et des procédures délibérément inadaptés à notre réalité, à nos moyens et à notre culture. Ils en ont profité pour ficher nos citoyens majeurs, avec empreintes digitales à la clé, comme des vulgaires criminels.

Une consultation électorale, prise en main par les Haïtiens, et non pas "à l'haïtienne", était tout à fait à notre portée et son financement exclusivement national, avec peut-être l'appui technique de vrais amis, n'aurait en rien provoqué l'effondrement du budget de la République.

Mal lancée, crevée de fuites, la barque électorale nationale allait inexorablement s'enfoncer, pallier après désastreux pallier.

La décision du Président Préval de faire appel à une mission technique de l'O.E.A. pour aider à trancher ce qui n'était déjà plus un débat politique mais une véritable foire d'empoignes, était peut-être bien intentionnée, mais certainement mal inspirée. En effet, malgré les indéniables percées démocratiques survenues en Amérique Latine, cette organisation hémisphérique demeure cette succursale du Département d'État U.S., dénoncée avec lucidité par nos camarades cubains.

En invitant, cette "mission technique", nous avons fait entrer un véritable Cheval de Troie dans notre pays assiégé. L'assaut des opérateurs embusqués dans la machine avait été soigneusement préparé par l'Ambassade Américaine, qui le jour même du premier tour avait sorti un communiqué ahurissant, dépassant et précédent dans l'outrance et l'arrogance, la réunion du Karibe Convention Center. Le mâle dominant allait être rejoint dans ses hurlements, par les représentants de la France et du Canada, qui s'efforcent encore de se faire pardonner, sur le dos d'Haïti, leurs fausses notes au moment du déclenchement de la calamiteuse guerre d'Irak. Edmond Mulet, qui décidément nous fait regretter Juan Gabriel Valdez et Hedi Hannabi, y allait également de son petit couplet.

Comme l'affirme notre Créole: "*Poul la kale yon malfini* !". La mission technique allait se muer en donneur d'ordres, livrant son rapport à l'Internet, avant même de le soumettre au Chef de l'État et au Conseil Électoral, avant de publier son verdict en disqualifiant et en humiliant le Conseil.

Pour porter le coup de grâce, il suffisait de faire rentrer Jean-Claude Duvalier, avec les honneurs dus à son rang et le même savoir-faire qui avait présidé à sa sortie de scène avec son trésor dictatorial, manière de dérouter la profonde remise en question qui couvait alors sous la cendre.

Le moment est venu d'un diagnostic lucide et douloureux: notre indépendance et notre souveraineté ne sont plus que des mentions dans un article du Petit Larousse. Faute d'en prendre conscience, nous allons continuer à nous gargariser de tonitruantes déclarations Dessaliniennes, tout en nous enfonçant dans une tutelle qui ne disait pas encore son nom, mais s'apprête à le faire.

Que faire ?

Une fois de plus, je reviens à la lancinante question-défi de Lénine, à laquelle il est essentiel de répondre sous peine de sombrer dans la dépression collective. Comme cela était le cas à l'époque où cette question avait été originellement posée, elle appelle une réponse simple, mais un engagement collectif têtu et de longue durée. La démocratie se construit, elle ne se décrète pas, encore moins dans un pays où elle n'avait jamais été semée. Et comme dans la construction de tout édifice, il n'est pas permis de tricher sur les fondations et les fondamentaux, au prétexte d'économies et de raccourcis. On n'a cessé d'ergoter sur l'importance des partis politiques dans la vie démocratique de la Cité. On oublie de dire que l'émergence d'une société civile organisée, d'un mouvement social dynamique, a toujours précédé l'éclosion de partis politiques de masse et modernes. On passe également à pieds joints sur le fait que l'échec des partis socialistes une fois arrivés au pouvoir, résulte pour beaucoup de leur politique de domestication et donc d'étranglement des mouvements sociaux qui avaient préparé leur bourgeonnement. Les 29 années de règne du totalitarisme duvaliérien, en écrasant les mouvements sociaux, ont laissé peu de chance à la formation de partis politiques modernes et viables. Ceux-ci, sauf rarissimes exceptions, ne naissent pas de complots ou de débarquements de guérilléros, mais du débat libre des idées, de l'affrontement puis du partage des concepts et des rêves.

25 ans après la conquête à grand prix de la liberté d'expression et d'association, il est grand temps que nous cessions de les utiliser pour un pitoyable "*voye monte*" et pour la création d'organisations populaires bidon et de partis politiques vides d'idéologie, de projets…et de membres.

Pour paraphraser Winston Churchill, sur la longue route de la reconstruction de notre pays, de la mise au monde de la démocratie haïtienne et de la reconquête de notre souveraineté, il nous faudra payer le prix de "*la sueur, du sang et des larmes*" et pendant notre périple, nous méfier de la méfiance réciproque et craindre la peur plus que tout.

Comme à la Crête-à Pierrot, comme à Dunkirk, il faut parfois savoir rompre un engagement et faire "la part du feu" afin de poursuivre le combat et gagner la guerre.

Mondialisation 9 février 2011

Suite de la page (12)

d'une réunion avec des chefs tribaux dans le Dakota du Sud [4]. La candidature de celui qui sera surnommé « aigle noir » par la tribu des Crows du Montana, va bientôt susciter un enthousiasme inédit chez les nations indiennes, pourtant habituées aux discours creux de campagnes électorales et aux promesses non tenues.

De fait, des évolutions notables ont été constatées depuis l'entrée en fonction de la nouvelle administration américaine. Ainsi, deux promesses de campagnes symboliquement fortes, furent tenues : l'organisation d'une réunion annuelle des chefs tribaux avec le président des Etats-Unis, et la création d'un poste de conseiller spécial aux affaires indiennes. Des propositions accueillies plutôt favorablement par les autochtones, car elles permettent de contourner l'impopulaire Bureau des Affaires Indiennes. De même, le nouveau président a mis fin à un contentieux de plus d'un siècle : la gestion des ressources naturelles dans les territoires indiens, pour lesquelles les tribus n'avaient jamais perçu de redevances. Si d'énormes progrès restent à faire pour améliorer la situation sociale et économique des réserves, force est de constater que le volontarisme du nouvel occupant de la Maison Blanche, tranche avec l'attitude minimaliste de ses prédécesseurs.

Pourtant, ceux qui espéraient un changement d'attitude de la Justice à l'égard de Peltier, ont été vite déçus : le 20 août 2009, la Commission de mise en liberté conditionnelle rejeta la dernière demande de libération, arguant que celle-ci « *diminuerait la gravité de son crime* ». Pour en finir, selon ses propres mots, « *avec deux siècles de promesses non tenues par le gouvernement américain* », le président Obama ne pourra pas faire l'économie d'une prise de position courageuse sur le dossier Peltier. Un dossier éminemment sensible - comme dans tous les cas où Justice et politique s'entremêlent - mais dont la réouverture semble nécessaire pour établir une nouvelle relation de confiance entre les tribus et la nation qui les a conquises.

La situation sociale et économique des Amérindiens dans les réserves demeure préoccupante. Et force est de constater que le cas Leonard Peltier reste un symbole d'une dignité dont ils ont été trop longtemps privés.

Notes

[1] http://www.freepeltiernow.org/LEGAL...

[2] http://membres.multimania.fr/freepe...

[3] Léonard Peltier, "I Am Barack Obama's Political Prisoner Now", www.counterpunch.org

[4] http://www.culture-amerindiens.com/...;

[5] « Un an de Barack Obama : le 44e président, vrai ou faux ami des Indiens-Américains ? », http://alterjournalisme.blogs.courr...

Source: michelcollon 11 février 2011

Suite de la page (7)

Sauf si c'est lui, Paul Denis, qui décidait de son plein gré d'abandonner un pouvoir honni et finissant. Quant au ministre de l'intérieur et des collectivités locales, Paul Antoine Bien-Aimé, l'homme clé de cette dernière ligne droite, lui non plus ne fera pas les frais d'un marchandage. Le Président a besoin de lui pour sa cause dans cette quête à sauver ce qui peut l'être, après l'échec du candidat de son parti *Inité*.

Le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales contrôle ou du moins a une très grande influence sur les Casecs et Asecs et, bien entendu, sur les mairies. Toutes ces institutions publiques, même en étant mal gérées et mal organisées, peuvent apporter un plus au pouvoir en aidant les candidats au Sénat et à la Chambre des députés, proches du Palais, à sauver leurs têtes le 20 mars prochain, lors de l'hypothétique second tour des législatives.

Il reste le cas de Gérald Germain, le ministre des affaires sociales. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, son ministère est loin d'être une quantité négligeable. Il dispose des moyens assez conséquents, lui permettant d'acheter les votes de potentiels électeurs se trouvant dans la précarité. Ce n'est pas sûr que le Président le lâche aussi au cours de cette dernière ligne droite. Ce d'autant plus qu'on a compris qu'il est l'un des responsables de *Inité.* Donc la demande du finaliste, dont seul un pays comme Haïti peut nous réserver ce genre de surprise, a peu de chance d'être acceptée. Et ce n'est sans doute pas pour rien que son adversaire du RDNP, plus réaliste, s'oppose à une telle réclamation qu'elle voit difficile à mettre en place. Déjà, si le gouvernement devait satisfaire à cette demande, jamais le CEP ne serait prêt à temps afin de relancer la machine.

Logiquement, les quatre nouveaux Conseillers devraient avoir un laps de temps pour s'adapter à l'institution, comprendre son fonctionnement et surtout après l'élection ou nomination d'un nouveau patron, puisque la tête de l'actuel président du CEP est aussi sollicitée. Et pendant qu'on y est, faut-il remplacer seulement quatre membres ? Pourquoi pas tous les huit membres sans oublier le neuvième mis à pied depuis des mois et qui n'avait pas été remplacé ?

Comme on le voit, le plus simple aurait été de tout ramener à zéro, c'est-à-dire, le renvoi de tout le Conseil Electoral Provisoire, ce qui sauvera l'honneur du chef de l'État devant le pays. Puisque cela lui donnerait l'occasion d'annuler le premier tour, ce qui satisferait le plus grand nombre. Aujourd'hui, le président de la République n'a rien à perdre. Le cap du 7 février qu'il voulait passer, coûte que coûte, est passé.

Et cela nous étonnerait que la Communauté internationale lui cherche noise maintenant en demandant sa démission avant le 14 mai prochain, s'il décide de proposer à la nation en général et à l'ensemble des candidats en particulier de passer le pouvoir à un gouvernement de transition, afin que celui-ci, en accord avec les candidats, nomme un nouveau CEP de consensus. Les candidats malheureux, y compris celui de l'*Inité*, la société civile et tous les partis politiques devraient soutenir la proposition du candidat de *Repons peyizan,* pas pour les quatre mais pour les huit membres du CEP qui remettront tout le monde à égalité dans une compétition qui n'a, pour le moment, aucun intérêt pour la population.

Argentine : un chargement d'armes non déclarées



Au moment de la révision réglementaire du chargement, les autorités argentines découvrirent des canons, des mitrailleuses et des carabines, ainsi qu'une valise celée qui n'étaient pas sur la liste du matériel identifié par les autorités états-unienne

Par Oscar Fortin

Selon les autorités argentines, le 10 février dernier, les États-Unis ont tenté d'introduire illégalement un chargement d'armes et de drogues médicales, passées date, à l'aéroport international d'Ezeira où s'est posé l'avion Boeing C-17 des Forces aériennes états-uniennes.

L'arrivée de cet avion n'était une surprise pour personne, étant donné la tenue d'un cours destiné au Groupe d'intervention spéciale de la Police fédérale argentine, prévu pour fin février et début mars. Cet avion transportait normalement les instructeurs et le matériel nécessaire aux cours de formation. D'ailleurs une liste du matériel transporté avait été remise aux autorités argentines.

Toutefois, au moment de la révision réglementaire du chargement, les autorités argentines découvrirent des canons, des mitrailleuses et des carabines, ainsi qu'une valise celée qui n'étaient pas sur la liste du matériel identifié par les autorités états-uniennes pour le cours destiné à la Police argentine. Des explications ont été demandées et on a exigé que la valise celée soit ouverte.

Les militaires qui voyageaient à bord de l'avion cargo refusèrent d'ouvrir la valise celée pour fin d'inspection. Ce ne sera qu'après deux jours d'ardues discussions, que les autorités argentines décidèrent, dimanche le 13 février, d'ouvrir la dite valise. Ils y trouvèrent des drogues, des équipements de transmission, des dispositifs informatiques de stockage de masse (clé USB) et des appareils scripteurs.

Les responsables américains, tous de la Septième Brigade de l'Armée aéroportée basée en Caroline du Nord, ont ainsi essayé d'introduire clandestinement dans le pays sud-américain plus de mille pieds cubes de matériel non déclaré, soit l'équivalent du tiers de l'avion cargo. Ce dernier est arrivé en territoire argentin après un arrêt à Panama et au Pérou.

Dans un communiqué, le Ministre argentin des affaires étrangères a rappelé qu'en août dernier, la US Air Force avait tenté d'entrer une cargaison d'armes en se soustrayant au contrôle douanier de l'Argentine. Il avait alors rappelé à l'ambassadeur des États-Unis à Buenos Aires de prendre bonne note qu'en Argentine, comme dans tous les pays, il existe une loi des douanes et qu'elle doit être respectée.

Pendant que le président Obama invite le peuple égyptien à procéder à une transition pacifique des pouvoirs, il soutient des opérations clandestines, visant à l'introduction illégale d'armes en Argentine, un pays démocratique et pacifique. Comment voulez-vous qu'on accorde de la crédibilité à ces personnages de plusieurs visages et au double langage?

Québec, le 14 février 2011

Iran: Le retour de la "révolution verte"?



L'opposition iranienne cherche à relancer la « révolution verte » qui avait paralysé le pays en 2009

Par G.V

Au lendemain d'une manifestation antigouvernementale à Téhéran, l'opposition iranienne cherche mardi à relancer la «révolution verte» qui avait paralysé le pays à l'été 2009. Alors que la communauté internationale se mobilise, les conservateurs iraniens accusent leurs détracteurs de faire le jeu «des Etats-Unis et du sionisme».

Suite à la page (19)

Des manifestations ébranlent le régime algérien

Par Alex Lantier

Une grève nationale des travailleurs du secteur de la santé se poursuivait mercredi contre le régime militaire du président algérien Abdelaziz Bouteflika, tandis que les manifestations des chômeurs et des jeunes se propageaient dans tout le pays.

Le régime de Bouteflika est ébranlé par la vague de luttes révolutionnaires des travailleurs qui ont lieu en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en particulier en Égypte et en Tunisie. D'après un communiqué du 5 février du Front de libération nationale (FLN) au pouvoir, Bouteflika a annoncé que l'état d'urgence imposé il y a 19 ans - au début de la guerre civile algérienne - serait prochainement suspendu.

Le régime algérien a été touché le mois dernier par une série d'émeutes de la jeunesse contre les prix élevés de la nourriture, dus à la suspension des subventions étatiques et à l'augmentation mondiale des prix.

Mercredi, les infirmières et les paramédicaux poursuivaient une grève nationale indéfinie commencée la veille. Les travailleurs de la santé en grève effectuent un service minimum pour les actes les plus simples et les urgences. Le régime a refusé de négocier avec le petit syndicat des paramédicaux (SAP), préférant passer un accord avec le syndicat officiel UGTA (Union générale des travailleurs tunisiens).

Cependant, les paramédicaux n'ont pas confiance dans les négociations avec les autorités de l'Etat. Une pancarte dans la manifestation devant la Clinique des brûlés de l'avenue Pasteur à Alger disait « Arrêtez l'hémorragie de promesses. »

D'après les reportages, la grande majorité des 100 000 travailleurs du secteur de la santé participent à la grève. Ils demandent des augmentations de salaires, l'intégration de leurs programmes de formation dans le système universitaire, et la réintégration des représentants syndicaux qui ont été licenciés.

Le porte-parole du SAP, Lounes Ghachi, expliquait : « Les directeurs d'hôpitaux ont été instruits d'empêcher la grève, en procédant à des menaces et des intimidations, mais sans parvenir à entamer la détermination des paramédicaux. »

Hier, des intérimaires en fin de contrat à l'usine chimique publique ENAD à Sour-El-Ghozlane manifestaient devant les locaux de la direction pour récupérer leurs emplois. Les licenciements avaient commencé en mars dernier. D'après des entretiens accordés à Liberté, les travailleurs menacent de se suicider si leurs demandes ne sont pas acceptées.

Le directeur de l'usine a déclaré à Liberté qu'il refusait de réembaucher les travailleurs : « Moi je n'ai jamais promis leur réintégration. »

Les jeunes au chômage bloquent également les routes nationales qui relient bon nombre de villes algériennes. Les jeunes de Naciria et Boumerdès ont bloqué la RN 12 hier, demandant des emplois et le paiement d'une indemnité de chômage mensuelle de 12 000 Dinars algériens, soit environs 120 euros.



Le régime de Bouteflika est ébranlé par la vague de luttes révolutionnaires des travailleurs qui ont lieu en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en particulier en Égypte et en Tunisie

Les jours précédents, il y a eu des reportages faisant état de violentes échauffourées entre la police et les jeunes chômeurs sur la RN 12 près de Naciria, sur la RN3 entre Skikda et Constantine, et avec 200 jeunes sur la route d'Alger à Tizi-Ouzou.

Les travailleurs de l'usine à lait «la vallée» à Tazmalt ont également fermé la route Bejaïa-Algers, demandant la réintégration de 40 travailleurs renvoyés en raison de la chute de la demande pour le lait en poudre.

Tout le spectre politique officiel se prépare à une montée des luttes sociales en Algérie. Il y a des reportages faisant état de cargaisons importantes de gaz lacrymogènes et de tenues anti-émeute arrivant au port d'Alger. Pendant ce temps, essayant de canaliser la colère des travailleurs et des jeunes vers les voies les moins dommageables pour l'élite algérienne, « l'opposition » officielle a tardivement appelé à une manifestation.

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) - une coalition d'organisations de défense des droits de l'homme, de syndicats et de partis «d'opposition» officiels tolérés par le régime de Bouteflika, dont le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) - a annoncé un projet de marche d'une journée le 12 février à Alger. Les autorités du district d'Alger ont formellement refusé d'autoriser cette marche, mais le CNCD a dit qu'il la ferait quand même.

Il semble que les autorités se servent de la marche pour identifier les jeunes mécontents et mesurer l'opposition au régime. D'après Radio Kalima, les officiels locaux autour d'Alger organisent des réunions avec la jeunesse et les « associations, maisons de jeunes, et toutes les structures locales » qui risquent de participer à ce rassemblement leur demandant de ne pas y aller.« Des rapports sur ces discussions seront rendus par les maires au Wali d'Alger qui les transmettra immédiatement au ministre de l'Intérieur qui coordonne l'opération anti-marche du 12 février, » a expliqué la station de radio.

La principale crainte du régime et de l'opposition officielle est l'entrée en masse de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire contre le régime, comme cela s'est passé en Égypte.

Dans un entretien avec le quotidien de référence El Watan, l'avocat et activiste des droits de l'homme Mokrane Aït Larbi écrivait : « On n'a pas besoin d'être un grand spécialiste pour constater que le pouvoir n'a aucune légitimité populaire et que l'opposition est faible et complaisante, pour ne pas dire inexistante. »

Larbi ajoutait que « le changement du système par un mouvement insurrectionnel n'est pas à exclure » prévenant qu'il ne souhaitait que des changements « pacifiques. »

Ces commentaires, reflétant les craintes parmi les couches privilégiées des classes moyennes, où ne se développe un mouvement indépendant de la classe ouvrière, ont reçu des échos plus explicites dans un article du dirigeant du RCD, Saïd Saidi dans Causeur.

Il y écrit : « En 2010 on a enregistré 9700 émeutes, d'ampleur inégale [en Algérie]. Si on ajoute le fait que les classes moyennes qui ont accompagné et canalisé la révolution en Tunisie n'existent quasiment pas en Algérie, la conclusion est claire: l'autisme du pouvoir couplé à une exaspération populaire trop longtemps contenue peut mener à une déflagration qui aura des répercussions nationales et régionales inédites. »

Son article, intitulé « Algérie : l'impasse historique, » se termine par un résumé remarquable de l'impasse du nationalisme petit-bourgeois algérien - la philosophie politique du FLN dans sa guerre contre l'impérialisme français, et celle de Saidi également.« La conscience nationale algérienne, fraîche et fragile, est née de la résistance à la violence d'une colonisation de peuplement qui a pulvérisé normes sociales et valeurs communautaires. La prédation plus massive encore, compte tenu des ressources disponibles, perpétrée par le régime, a généré une fureur que la fuite des cadres et des jeunes ne parvient pas à dissoudre. En vérité, nous ne vivons pas seulement une crise historique majeure, nous sommes dans une impasse historique. »

C'est effectivement le problème historique qui se pose aux régimes militaires d'Afrique du Nord, à leur «opposition» officielle, et à leurs groupes «de défense des droits de l'homme», tandis que la classe ouvrière entre dans la lutte révolutionnaire dans toute la région.

Wsws 10 février 2011

Suite de la page (14)

son «frère» sud-coréen Young Jin Choi qui le représente en Côte d'Ivoire et qui l'épaule pour mériter le futur «service» attendu de Sarkozy. Ce n'était pas un hasard si M. Gérard Latortue, responsable des observateurs de l'OIF dans la présidentielle ivoirienne du 28 novembre, a rédigé son rapport au pied de M. Choi, dans les locaux du siège de l'ONUCI à l'Hôtel Sebroko, juste avant de reprendre l'avion le même soir pour Paris, laissant à son binôme Choi, le soin d'enfoncer le clou et de gérer la crise qu'ils avaient préparée ensemble contre les Ivoiriens.

Ces révélations ne sont ni une fiction ni un roman. Pour tous ceux qui en douteraient, j'exige que M. Gérard Latortue vienne s'expliquer devant le peuple de Côte d'Ivoire pour réfuter, s'il le peut encore, toutes ces accusations gravissime que je porte contre lui en tant qu'Ivoirien qui croyait pouvoir compter sur son amitié. Je crie ici ma déception et ma colère contre son comportement cupide, mercantiliste et bassement intéressé.

M. Gérard Latortue, vous m'avez sans doute reconnu à travers cet article dénonciateur de votre indignité vis-à-vis de la Côte d'Ivoire, mon pays. Je vous attends pour vous porter personnellement la contradiction si vous osez accepter un face à face, ici même à Abidjan, devant tout le monde.

Enfin, je comprends maintenant pourquoi vous n'avez pas donné de suite au coup de fil du Président de la Commission électorale indépendante (CEI) qui voulait me donner la possibilité de vous serrer la main à l'Hôtel Pullman d'Abidjan au Plateau où je n'ai jamais pu vous trouver. M. Bakayoko Youssouf devait ignorer que je ne comptais plus parmi vos amis à Abidjan et que lui-même, Bakayoko Youssouf, avait été déjà instrumentalisé par vous, Gérard Latortue, ainsi que par Ban Ki-moon pour le compte d'Alassane Ouattara.

* Mamadou Ben Soumahoro
Député indépendant à l'Assemblée nationale

Abidjan, le 12 février 2011
Notre voie-12/2/2011

La Révolution

Suite de la page (11)

capitalistes, impérialistes, socialistes, développés et sous-développés avec des régimes de divers types: réactionnaires et révolutionnaires. On doit prendre en compte que la dynamique de la politique internationale ne se développe pas seulement entre états car la solidarité internationale entre les peuples, les sociétés et les différents secteurs sociaux, qui luttent pour un monde meilleur et possible, ont commencé à déborder des cadres nationaux pour se transformer en une force essentielle de la transformation révolutionnaire des Relations Internationales.

Avec les crises multiples que traverse l'humanité, crise du climat, crise alimentaire et crise politique, le scénario de la politique mondiale pourrait être signé par de nouveaux processus révolutionnaires au niveau de ce que Lénine appelle « *les maillons les plus faibles de la chaîne impérialiste* ». Les caractéristiques spécifiques de ces changements pourraient apporter des éléments qualitativement nouveaux pour la construction d'un système international pluri polaires comme alternative à la recomposition multipolaire des Relations Internationales à l'initiative des Etats-Unis et de l'Union Européenne, puissances intéressées par l'obtention d'un équilibre au niveau du pouvoir mondial qui serve à perpétuer la domination des Etats les plus faibles du système et la pratique d'une politique coordonnée de manière à contenir ou faire reculer le phénomène révolutionnaire global.

Dans ce scénario, les révolutions à Cuba, au Vénézuéla, en Bolivie et en Equateur représentent la concertation pour l'avancée du pôle sud-américain vers la construction de cinq pôles de pouvoir pluriels et idéaux qui favorisent un authentique processus révolutionnaire jusqu'au Socialisme du XXI° siècle, tandis que l'impérialisme continue encore à être l'antichambre de la Révolution sociale, comme l'avait observé Lénine en 1917, mais aujourd'hui dans la dimension plus globale du conflit Nord-Sud dans les relations internationales.

Les très récents exemples d'insurrection en Tunisie et en Egypte en attestent. Et c'est seulement une avancée.

Notes:

[1] Referencia de su obra: "The Phenomenon of Revolution and International Politics", New York, Dodd, Mead, 1974, p. 1, citado por James E. Dougherty, Robert L. Pfaltzgraff en: Teorías en pugna en las relaciones internacionales, Grupo Editor Latinoamericano, Buenos Aires, 1993, p. 323.

[2] Alusiones sobre la Revolución tomadas de la obra de Crane Brinton: "Anatomy of Revolution", New York, Norton, 1938. Véase también sobre el tema de Lyford P. Edward: "The Natural History of Revolution", Chicago, 1927, y George Pettee: "The Process of Revolution", New York, Harper & Row, 1938. Ibídem.

[3] Para Marx y Engels la abolición de la propiedad privada es un objetivo esencial de la revolución Véase "El Manifiesto del Partido Comunista". Editora Política, La Habana , 1982, p. 31.

[4] Lenin continuó los estudios de Marx sobre la revolución en la época de una nueva fase del capitalismo, véase entre otros trabajos: "El imperialismo, fase superior del capitalismo, Obras Escogidas, tomo I, Editorial Progreso, Moscú, p. 689; y sobre la doctrina marxista y las tareas del proletariado en la revolución, véase "El Estado y la Revolución ", Editora Política, La Habana, 1963.

[5] Informe en la Conferencia provincial de Moscú de los comités fabriles, 23 de julio de 1918, Obras Completas, Editorial Progreso, Moscú, t. 36, p. 475.

[6] Breve artículo titulado "Marx y la globalización", que constituye la intervención del célebre historiador marxista en un debate sobre Marx con el escritor Jacques Attali, el 2 de marzo del 2006, durante la Semana del Libro Judío en Londres. Véase en Rebelión: www.Rebeli o n.org

[7] Véase el folleto: "Efectivamente Marx está regresando: un artículo en la prensa norteamericana y precisiones indispensables", que contiene el artículo de John Cassidy, "El regreso de Carlos Marx, publicado en The New Yorker, 20-27 de octubre de 1997, y los comentarios de Raúl Valdés Vivó, sobre ese revelador artículo, Editora Política, La Habana , 1998.

[8] Ernesto Che Guevara. Mensaje a los pueblos del mundo a través de la continental. 1967. Escritos y discursos. Editorial de Ciencias Sociales, La Habana , 1977, t. 9, p. 397

[9] Véase esa concepción en el trabajo de Ernesto Che Guevara: "El Socialismo y el hombre en Cuba". 12 de marzo de 1965, Ibídem, t. 8, p. 256.

[10] Véase de Hannah Arendt: "On Revolution", Nueva York, Viking, 1965. Sobre la Revolución y las Relaciones Internacionales, consúltese del teórico marxista británico Fred Halliday, el capítulo 6 de su importante obra "Rethinking International Relations, The Macmillan Press, Ltd, London, 1994.

[11] La historia de Europa de 1789 a 1848 es la historia de las grandes transformaciones económicas, sociales y políticas que asentaron, de forma definitiva, el capitalismo industrial, véase de Eric Hobsbawn, "Las Revoluciones Burguesas", Selección de Lecturas, Editorial Pueblo y Educación, La Habana , 1982.

[12] Marx y Engels utilizaron ampliamente la experiencia del movimiento revolucionario durante el último tercio del siglo XIX para desarrollar su teoría de la Dictadura del Proletariado. Durante ese período de la vida de Marx y Engels aparecieron obras clásicas tales como: La guerra civil en Francia y Crítica del Programa de Gotha, de Marx, los tomos II y III de El Capital, obra finalizada por Engels después de la muerte de Marx, Anti-Duhring, Ludwig Feuerbach y el fin de la filosofía clásica alemana y Origen de la familia, la propiedad privada y el estado, de Engels, entre las obras principales. Marx y Engels acompañaron su obra teórica de una intensa actividad revolucionaria práctica.

Source : Rébellion 9 février 2011
Traduction : Alma
C S L 13 février 2011

Michel Martelly

Suite de la page (13)

au sein du CEP avait dû soumettre sa démission à cause de quelques symptômes de kleptomanie. Le saint homme (M. Désir, puisqu'il faut l'appeler par son nom) avait développé une affection particulière pour les chèques-zombies. Cela avait particulièrement effrayé les autres conseillers…

Avec le culte de l'argent sale, on ne s'attend pas à ce que les candidats soient en odeur de sainteté. L'exercice exaltant du devoir de voter (quand on arrive enfin à le faire) devient une affaire triviale, dénaturée de son essence civique et démocratique. Dans ce bric-à-brac électoral tout s'achète et se vend à la dernière minute: les consciences, les cartes électorales, les partis, les programmes, etc. Les positions de principe ? L'engagement idéologique? C'est du vent ! Avec tout ce que cela amène de malaise et de nausée. Dans notre language pétillant de verve et de poésie, l'expression « aller jeter un bulletin » est une métaphore pour designer une activité un peu plus prosaïque : aller aux cabinets d'aisance. Le choléra avec ses besoins pressants n'est certainement pas venu améliorer la situation. Cette année, les élections présidentielles risquent de devenir encore plus pestilentielles. Nous voilà confrontés, en effet, à un candidat habitué à exposer ses fesses en public. Nous voilà confrontés à un candidat habitué à porter des couches-culottes en public. Nous voilà confrontés à un candidat qui prend un plaisir pervers et infâme à décrire dans les termes les plus obscènes ses phantasmes d'agression homosexuelle sur la personne de ses compétiteurs du show business. Dans les annales de la politicaillerie haïtienne, jamais, on n'aura vu un tel degré de violence verbale, de cynisme et de vulgarité. Vous conviendrez avec moi, que parler de Michel Martelly n'est pas une tâche de tout repos. Cela risque de vous échauffer la bile et de laisser des tâches indélébiles. Mais, que voulez-vous ? Quelqu'un, quelque part doit avoir le courage politique de le faire. Certains détails sont trop sordides et trop crapuleux pour être exposés dans les colonnes de cette publication.

Comme si le séisme du 12 janvier 2010 ne suffisait pas, comme si les Haïtiens étaient devenus de parfaits masochistes, on se prépare à voter comme président le 20 mars 2011 un personnage excentrique, antisocial, un travesti ayant une longue carrière de drogué, d'alcoolique, d'exhibitionniste et de mignon des militaires macoutes. Pour le lecteur non-averti, ces propos peuvent paraître un peu sévères. En fait, ils sont très en dessous de la réalité. Nous ne faisons que ressasser l'autoportrait qui se dégage des multiples entrevues télévisées accordées par l'intéressé. Le récent verni de sociabilité, de sobriété et de respectabilité qu'il essaie d'afficher n'est que de la poudre aux yeux. Il ne pourra jamais masquer la nature réelle de la bête immonde. Faut-il ajouter en passant les démêlés de Martelly avec la justice américaine pour refus de supporter ses enfants conçus en dehors des doux liens du mariage ? Faut-il ajouter ses multiples propriétés immobilières saisies par les banques en Floride pour non-paiement ? Comment Michel Martelly compte-t-il diriger ce pays lorsqu'il n'arrive pas à gérer ses propres biens ?

Dans n'importe quel pays qui se respecte, dans n'importe quel pays digne de ce nom, la scandaleuse candidature de Michel Martelly aurait été rejetée d'un revers de main par le Conseil Electoral. Dans les « pays amis d'Haïti », on s'attend à un minimum de décorum de la part de chaque candidat. Les électeurs ne prendraient certainement pas au sérieux la candidature d'un « pornographe du phonographe ». Autrement, aux États-Unis, le « doggfather du gansta rap » Snoop Doggy Dog pourrait se porter candidat en arguant que son identité réelle, c'est Calvin Cordozar Broadus, Jr. Qu'est-ce qui se cache donc derrière cet engouement de la Communauté Internationale pour la candidature de Michel Martelly ? Serait-elle à la recherche d'une parfaite marionnette ou d'un proxénète pour prostituer le peu qui nous reste de souveraineté nationale ? Serait-elle en train d'achever le processus d'avilissement du pays haïtien ?

Le dimanche 30 janvier la secrétaire d'état américaine Hillary Clinton est venue à Port-au-Prince pour s'assurer que le CEP croupion allait remplacer Jude Célestin par Michel Martelly. Le dictat une fois imposé, René Préval a reçu la permission de s'accrocher au pouvoir au delà de l'échéance présidentielle du 7 février. Voilà ce qu'a déclaré cavalièrement M. Mulet, représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en Haïti : « René Préval peut et doit rester en poste. Cette position est partagée par toute la communauté internationale. Il est clair que si les recommandations techniques de l'OEA n'avaient pas été appliquées on aurait une situation politique différente. Ce n'est plus le cas. » Amen.

Aux États-Unis où sévit encore une forte dose de puritanisme et d'hypocrisie au niveau de la classe politique, la sélection d'un candidat à la présidence est une affaire très stricte. N'importe quel écart par rapport aux sacro-saintes « valeurs familiales » et bourgeoises débouche inévitablement sur la disqualification. Pas même le président n'est à l'abri des censeurs, des voyeurs et des inquisiteurs. En 1998, Bill Clinton avait failli être chassé du pouvoir à l'occasion de l'affaire Monica Lewinsky. Et dire qu'on n'avait même pas trouvé le lit du délit dans l'enceinte de la Maison Blanche. Les Républicains avaient fait toute une cabale autour de Clinton qui, débordé par ses pressantes responsabilités d'homme le plus puissant de la planète, se trompait constamment « de corps et de décor. » Après les huit ans de Georges Bush, les Américains déçus n'ont pas été chercher un remplaçant dans un bordel. Ils ont essayé de faire mieux cette fois en choisissant Barack Obama comme président. Pourquoi essaie-t-on au même moment de nous imposer un olibrius ? Pourquoi tout ce chantage ? Ce qui serait vite jeté à la poubelle ailleurs est jugé acceptable et même désirable pour le peuple haïtien. Quelle affaire, hein ? C'est ainsi qu'on a vu Hillary Clinton serrer la main d'un Sweet Micky qui a des difficultés notoires à garder ses mains en dehors de sa braguette.

L'avènement à la présidence du maître chanteur Michel Martelly signifierait la déchéance totale d'Haïti dans le concert des Nations. Jean-Claude Duvalier est certainement un kleptomane et un assassin qui doit être jugé, mais il avait toujours eu, au moins, la décence de se livrer à ses bacchanales en privé. Avec l'émergence de Michel Martelly, Baby Doc risque de passer maintenant pour un enfant de chœur. Le moment est donc venu de mener un combat tous azimuts contre la conspiration du silence qui se fait autour de ce personnage dérangé par la surconsommation de crack. Les résultats sans chiffres publiés par le CEP et signés seulement par la moitié des conseillers électoraux sont légalement nuls. Une seule solution est susceptible de résoudre la crise politique en Haïti : de nouvelles élections libres, honnêtes et démocratiques.

Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

De la prose aux vers

L'Olympe des Infortunes
Un roman de Yasmina Khadra

Éditions Julliard 2010

Romancier de renommée internationale, apprécié pour son talent de conteur comme pour la richesse et l'originalité de son écriture, Yasmina Khadra est l'auteur, entre autres, de « Ce que le jour doit à la nuit », immense succès de librairie en 2008, « Les Hirondelles de Kaboul », « l'Attentat », « Les Sîrènes de Bagdad », trilogie humaniste incontournable sur le conflit opposant le monde arabe au monde occidental.

Un Extrait

-- Et après ? tonne une voix dans son dos.

Surgit d'on ne sait où, une espèce de Moïse surplombe la bande, dressé sur un monceau de galets. Négus croit choper la berlue. Il se pince au sang ; la vision ne s'estompe pas. Bien au contraire, elle se campe davantage sur ses mollets et déploie ses bras dans un large geste théâtral.

-- Et après ? répète-t-il. Admettons que ces flots soient tes chars d'assauts et que tu fasses main basse sur le pays et après ?

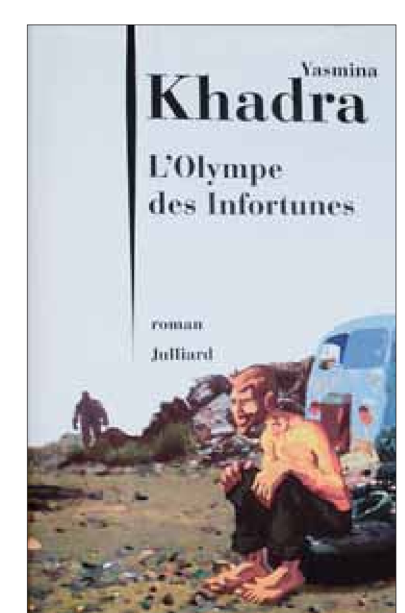
Le Pacha fronce les sourcils, à moitié dégrisé.

-- D'où c'qu'il sort, çui-là ?

L'homme est un géant emmitouflé dans une sorte de soutane d'une blancheur immaculée. Ces longs cheveux lactescents lui cascadent sur la poitrine, semblables à une coulée de neige. Il a un visage massif diaphane à travers lequel on peut entrevoir les nervures bleues qui le parcheminent, et des yeux si clairs que les rayons du jours ricochent dessus comme sur un miroir.

Il s'approche du groupe, effleurant à peine le sol, la robe aussi de vent qu'une voile.

Les uns après les autres, les compagnons du Pacha se mettent à émerger de leur ébriété. D'abord les frères Zouj, qui se signent simultanément, ensuite Clovis qui se ramasse, effarouché par l'intrus. Aït Cétéra a des fourmis le long de son bras fantôme. Quant à Junior, il est sidéré. Un moment, il se demande s'il ne s'agit pas du type sorti de l'étoile filante, la nuit où Haroun est mort, puis, s'apercevant qu'il n'a pas touché à une boîte de conserve depuis des lustres, il renonce à cette probabilité et se contente de dévorer des yeux ce colosse de lumière, propre comme c'est pas possible, qui semble descendre droit du



soleil.

L'inconnu passe une main seigneuriale sur sa barbe avant de laisser son regard azuré taquiner les nuques et défroncer les sourcils autour de lui. Sans crier gare, il rouvre ses bras qui paraissent interminables et s'élance sur un ton homérique qui ne tarde pas à tétaniser l'ensemble de l'auditoire.

La guerre n'a jamais apporté quelque chose de bon, fait-il à l'adresse d'un Négus médusé. Elle n'a qu'une seule vocation : nous dépeupler T'entendre la réclamer à cor et à cri, comme une bénédiction, me scandalise De toute évidence, tu ignore de quoi tu parles Moi, je sais : j'ai mené des armées jusqu'au bout de leurs forces. J'ai goûté aux saveurs des triomphes, et je leur ai trouvé un arrière-goût amer À la fin des combats, bardé de médailles et d'éclats d'obus, j'ai été invité à monter sur la tribune pour saluer mon peuple euphorique. En gravissant les marches de mon piédestal, tandis que les anges chantaient mes louanges, je ne percevais que le cliquetis de mes trophées de général. Ils sonnaient plus distinctement que les clairons de ma fanfare. J'étais plus beau et plus fier que tous les héros réunis, car aucun d'eux, à cet instant précis, n'avait mon charisme. Mon bain de foule supplantait l'Olympe. N'étais-je pas celui qui avais gagné les batailles et la guerre, écrit l'Histoire avec le sang ennemi ? En déployant mes ailes d'aigle pour calmer les clameurs, j'avais la certitude de jeter mon dévolu sur les cœurs et les esprits. Les femmes atteignaient le nirvana rien qu'en levant les yeux sur moi. J'étais l'extase incarnée, l'orgasme du délire et des sacres absolus. J'ignore ce que j'avais dit, ce soir-là. Je crois que je n'avais rien dit du tout. La foule s'entendait vivre à travers moi. J'étais la victoire des grands et des petits, des veuves et des fiancées, et de ceux qui n'étaient même pas dignes de fourbir mes armes. Les basques de mon manteau de Commandeur claquaient plus fort que l'ensemble des milliers d'étendards pavoisant les boulevards de la cité, et les étoiles de mes galons occultaient celles du firmament. J'étais tout simplement cosmique Puis la fête s'est calmée, et tout le monde est rentré chez soi. Et une fois seul, dans mes quartiers brusquement désertés, lorsque mon ordonnance s'est retirée, je suis resté debout face à mon miroir, dans le silence abyssal du palais, et je me suis dit : « J'ai gagné, j'ai sévi, j'ai conquis et après »

Il se penche sur Clovis qui rentre le cou et tonne :

-- C'est alors que j'ai compris : la gloire n'est que la preuve que nous restons otages de nos vanités. Nous dévastons les inquiétudes en croyant construire des légendes. Nous tombons bas tandis que nous pensons supplanter nos angoisses. Nous régnons sur les décombres comme des vautours sur les charognes

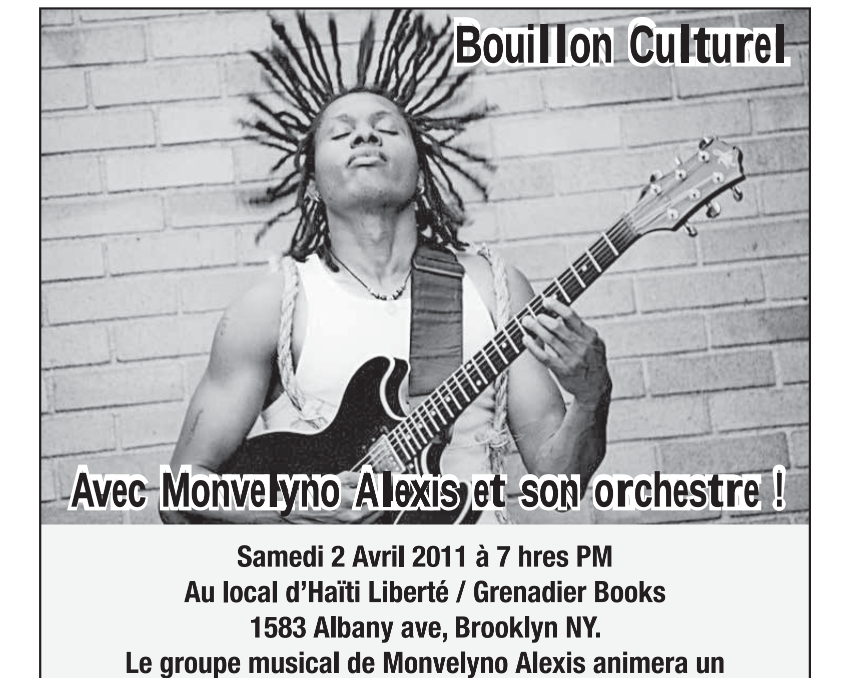
-- Hey ! lui crie le Pacha. T'es qui, toi, pour venir nous casser les pieds avec ton baratin ?

L'inconnu esquisse une révérence chevaleresque et dit :

-- Je m'appelle Ben Adam, l'homme éternel. J'ai connu tous les âges, tous les royaumes, les siècles d'or et ceux de la décadence

L'auditoire est hébété. Bouche bée. Hypnotisé. Dans le silence sidéral du Grand Rocher, conjuguée aux roulements des vagues, la voix de l'inconnu rappelle un chant de sirène. Clovis en a la langue qui pendouille ; Aït Cétéra en a le bras fantôme engourdi ; les frères Zouj se tiennent par la main, évoquant deux louveteaux perclus d'effroi, tandis que Dib n'arrête pas de sauter du patron à l'intrus pour voir sur qui va s'abattre la foudre.

Sur le terrain vague que voici, il y avait, autrefois, un port phénicien, des maisons coquettes et des marchés foisonnants, et à l'endroit exact où vous êtes en train de vous soûler comme des brutes à coup de mauvais vin et de mauvais sang, il y avait vous, tout à fait vous, c'est-à-dire toi, et toi, et toi, tous comme vous êtes, arborant la même gueule lugubre tel un masque mortuaire Je me demande pourquoi, alors que la vie nous enseigne des tas de choses tous les jours que Dieu fait, nous n'arrivons pas à retenir la leçon. Aujourd'hui encore, en vous regardant crever comme des bêtes reniées, je n'ai pas la réponse.



Samedi 2 Avril 2011 à 7 hres PM
Au local d'Haïti Liberté / Grenadier Books
1583 Albany ave, Brooklyn NY.
Le groupe musical de Monvelyno Alexis animera un programme attrayant qui vous apportera beaucoup de plaisir. Rejoignez nous, dans un cadre de charme, pour vous régaler d'un bon bouillon racine. Informations 718-421-0162
Donation $10.00





Samedi 5 mars 2011, au local du journal Haïti Liberté / Grenadier Books, 1583 Albany ave, Brooklyn, NY , l'artiste haïtien bien connu, Jules Molière, alias Pimp, présentera et dédicacera son dernier CD « Passez à la caisse, vol 4 ». Dans un esprit de support de nos infatigables artistes, travaillant à promouvoir notre culture, rejoignez-nous ici dès 7 heures du soir pour une charmante soirée.
Prix du CD $10.00

Signature du dernier CD de Jocelyne Dorismé



Prix du CD : $ 10.00

Le samedi 12 mars 2011, au temple culturel de Grenadier Books / Haïti Liberté
1583, Albany Ave Brooklyn NY 11210,

La talentueuse Jocelyne Dorismé présentera au public son dernier CD « Yon Chans ».
Elle sera accompagnée d'une cohorte d'artistes invités tels : le poète Jean Elie Barjon, les poétesses, diseuses, Jeanie Bogart et Kerta Georges, la chanteuse Jocelyne Gay, le guitariste, Chico Boyer, le guitariste jazz, Gabriel Mondésir, le guitariste soliste Chichi et le pianiste de renom Claude Montreuil.
Rejoignez nous dès 7hres du soir pour savourer avec Jocelyne une charmante soirée musicale et culturelle !

Suite de la page (17)

Les événements en Tunisie, au Yémen et en Egypte ont remotivé l'opposition iranienne. Plus de 18 mois après la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, qui avait entraîné la «révolution verte», les anciens meneurs de la contestation populaire de l'été 2009 ont tenté d'amorcer un nouveau mouvement lundi. Malgré l'interdiction de rassemblement, des milliers de personnes ont réussi à manifester dans le centre de Téhéran à l'appel de l'ex-Premier ministre, Mir Hossein Moussavi, et de l'ancien président du Parlement, Mehdi Karoubi. Officiellement, ces manifestations visaient à soutenir les mouvements populaires en Egypte et en Tunisie. Mais l'objectif était clair: dénoncer la mainmise d'Ahmadinejad sur les institutions publiques.

Après une heure de défilé, la manifestation a viré à l'affrontement violent. Outre les nombreuses interpellations, plusieurs personnes ont été blessées œneuf dans les rangs des forces de l'ordre selon le chef de la police, Ahmad Reza Radan. Selon un bilan officiel publié mardi, deux personnes ont été tuées.

Un pouvoir qui campe sur ses positions

Au lendemain des événements, les réactions ont été nombreuses en Iran comme à l'étranger. Mardi matin, lors d'une session parlementaire, des députés iraniens ont appelé à «pendre» les chefs de l'opposition. Conservateurs pour la plupart, ils ont violemment attaqué les détracteurs du pouvoir les accusant de faire le jeu des «Etats-Unis et du sionisme». «Le Parlement condamne cette action américano-sioniste anti-révolutionnaire et anti-nationale des séditieux», a ainsi déclaré le chef du Parlement, Ali Larijani. Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi étaient visés, mais aussi Mohammad Khatami, l'ancien président réformateur, qui a soutenu l'opposition lundi soir. Ces trois personnalités sont d'ailleurs placées en résidence surveillée depuis plusieurs jours.

Dès lundi soir, la communauté internationale a vivement réagi, défendant le droit de manifester et appelé les autorités iraniennes à desserrer l'étau autour de l'opposition. Ainsi, la secrétaire d'Etat américain, Hillary Clinton, a exhorté Téhéran «à suivre l'exemple égyptien» en «ouvrant» son système politique. La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a appelé l'Iran à respecter le droit de manifester pacifiquement. A son point de presse de mardi, le porte-parole du Quai d'Orsay, Bernard Valero, a condamné «avec fermeté les violences commises à l'égard des manifestants» et «demande la libération des personnes arrêtées».

L'Espagne se trouve, de son côté, dans une situation particulière: un de ses diplomates a été interpellé, lundi à Téhéran, alors qu'il se trouvait sur les lieux de la manifestation. Madrid attend désormais des excuses de l'Iran dans les 48 heures, menaçant l'arrêt de toute relation bilatérale. Mais l'exécutif iranien n'a réagi qu'aux déclarations d'Hillary Clinton, tentant de retourner le problème: «Les commentaires [des Américains] émanent de leur confusion en raison des changements dans la région. [Ces derniers] ont infligé un coup aux intérêts des puissances dominatrices qui appuient le régime sioniste [Israël, Ndlr]. En faisant ce genre de commentaires, ils feignent d'ignorer cela.»

JDD 15 Février 2011

Actualités Artistiques et Littéraires

Credit Photo Edgard Lafond

Par Prince Guetjens

Le samedi 12 Février dernier l'auditorium de l'hebdomadaire Haïti Liberté a été une fois de plus le temple de l'art, en accueillant un concert de musique, animé par le guitariste Monvelyno Alexis et son groupe, précédé de la prestation de l'artiste invité, en l'occurrence le Prince Guetjens. Le public composé en partie d'Haïtiens qui ont pris part à cette soirée a été gâté par des chansons d'amour qui ont bercé plusieurs générations d'hommes et de femmes dans le monde. À l'approche de la Saint-Valentin, les artistes ont voulu offrir aux fans qui ont fait le déplacement une baume d'émotion pour leur réchauffer le cœur, alors que dehors le froid règne sans partage.



Prince Guetjens et Monvelyno Alexis





Harold Jean-Pierre





Dominique Gagné



Le chanteur et guitariste Monvelyno Alexis, Andras Brate : Drums et Trifon Dimitrov : Bass



À l'approche de la Saint-Valentin, les artistes ont voulu offrir aux fans qui ont fait le déplacement une baume d'émotion pour leur réchauffer le cœur



Le public composé en partie d'Haïtiens qui ont pris part à cette soirée a été gâté par des chansons d'amour et de racine qui ont bercé plusieurs générations d'hommes et de femmes dans le monde